

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada
Telus Plaza North/Plaza Telus Nord
10025 Jasper Ave/10025 ave Jasper
5th Floor/5 etage
Edmonton
Alberta
T5J 1S6**

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada/Réception
des soumissions Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada
Room 1650, 635 8th Ave. S.W.
Calgary
Alberta
T2P 3M3

Title - Sujet Repair Gas Distribution System	
Solicitation No. - N° de l'invitation W0142-12SO86/A	Date 2012-05-29
Client Reference No. - N° de référence du client W0142-12SO86	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$PWU-011-9436
File No. - N° de dossier PWU-1-34405 (011)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2012-06-19	Time Zone Fuseau horaire Mountain Daylight Saving Time MDT
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Hugo, Tammey	Buyer Id - Id de l'acheteur pwt140
Telephone No. - N° de téléphone (780)497-3917 ()	FAX No. - N° de FAX (780)497-3510
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE BASE ENGR SECTION, BUILDING 363 CANADA FORCES BASE SUFFIELD PO BOX 6000 STN MAIN MEDICINE HAT Alberta T1A8K8 Canada	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer includes provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes comprend des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address	
Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone	
Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)	
Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

CE DOCUMENT CONTIENT UNE EXIGENCE DE SÉCURITÉ

TABLE DES MATIÈRES**PARTIE 1 — RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

1. Introduction
2. Sommaire
3. Santé et sécurité
4. Compte rendu
5. Exigence de sécurité

PARTIE 2 — INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des offres
3. Demandes de renseignements — demande d'offres à commandes
4. Lois applicables

PARTIE 3 — INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

PARTIE 4 — PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 — ATTESTATIONS

1. Sans objet

PART 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Exigences en matière d'assurance

PARTIE 7 — OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**A. OFFRE À COMMANDES**

1. Offre — Annexe E
2. Exigences de sécurité
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée de l'offre à commandes
5. Responsables
6. Utilisateurs désignés
7. Procédures pour les commandes subséquentes
8. Instrument de commande subséquente
9. Limites des commandes subséquentes
10. Limites financières
11. Ordre de priorité des documents
12. Attestations
13. Lois applicables
14. Estimations

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Conditions générales :

(i) CG1 Dispositions générales	R2810D (2011-05-16);
(ii) CG2 Administration du contrat	R2820D (2011-05-16);
(iii) CG3 Exécution et contrôle des travaux	R2830D (2010-01-11);
(iv) CG4 Mesures de protection	R2840D (2008-05-12);
(v) CG5 Modalités de paiement	R2550D (2010-01-11);
(vi) CG6 Retards et modifications des travaux	R2865D (2008-05-12);
(vii) CG7 Défaut, suspension ou résiliation du contrat	R2870D (2008-05-12);
(viii) CG8 Règlement des différends	R2884D (2008-05-12);
(ix) CG9 Garantie contractuelle	R2590D (2011-05-16);

Conditions supplémentaires :

Justes salaires et heures de travail — Conditions de travail	R2940D (2010-01-11);
Coûts admissibles pour les modifications de contrat sous CG6.4.1	R2950D (2007-05-25);

ANNEXES

Annexe A	Énoncé des travaux
Annexe B	Base de paiement
Annexe C	Exigences en matière de santé et de sécurité - Alberta
Annexe D	Formulaire de rapport d'usage périodique
Annexe E	Offre
Annexe F	Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS)

PARTIE 1 — RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**1. Introduction**

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

- Partie 1: Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin;
- Partie 2: Instructions à l'intention des offrants: renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;
- Partie 3: Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;
- Partie 4: Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5: Attestations: comprend les attestations à fournir;
- Partie 6: Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances: comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et
- Partie 7 : 7A, Offre à commandes; et 7B, Clauses du contrat subséquent:
7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;
7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux ou le Besoin la Base de paiement, les exigences en matière de santé et de sécurité, les rapports d'usage, l'offre, la LVERS et toute autre annexe applicable au besoin.

2. Sommaire

Réparation du réseau de distribution de gaz

La présente demande d'offre à commandes (OC) porte sur la fourniture et l'installation, y compris les matériaux, la main-d'œuvre, les outils, l'équipement, la supervision et le déplacement, de conduites de gaz en acier/plastique et des matériaux nécessaires à des installations à ciel ouvert et souterraines, pour divers bâtiments et zones à la Base des Forces canadiennes Suffield, Ralston (Alberta), pour le compte du ministère de la Défense nationale (MDN), selon la demande, au cours de l'OC.

On prévoit attribuer l'offre à commandes à une seule entreprise. L'offre à commandes sera établie pour une période de trois (3) ans. On estime les dépenses totales pendant cette période à 300 000 \$ (TPS/TVH comprises).

La présente demande de propositions comporte des exigences OBLIGATOIRES. Voir la partie 4 pour connaître les détails.

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6 - Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances, et la Partie 7A - Offre à commandes. Les offrants devraient consulter le document 'Exigences de sécurité dans les demandes de soumissions de TPSGC - Instructions pour les soumissionnaires' (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/lc-pl/lc-pl-fra.html#a31>) sur le site Web Documents uniformisés d'approvisionnement ministériels.

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI) .

3. Exigences en matière de santé et de sécurité

Exigences en matière de santé et de sécurité : Ce besoin comporte des exigences en matière de santé et de sécurité. Voir l'annexe

4. Compte rendu

Après l'émission d'une offre à commandes, les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

5. Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6 - Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances; et la Partie 7 - Offre à commandes et clauses du contrat subséquent.

PARTIE 2 - OFFRE À COMMANDES - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS**1. Instructions et conditions uniformisées**

Toutes les instructions, clauses et conditions indiquées dans la demande d'offre à commandes (DOC) par un titre, un numéro et une date sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Ce guide est disponible sur le site Web de TPSGC <http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC, et acceptent les modalités et conditions de l'offre à commandes et du contrat subséquent.

Les Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels 2006 (2012-03-02) sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours et Insérer : Cent vingt (120) jours

2. Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

2.1 Révision d'une offre :

Une offre présentée conformément aux présentes instructions peut être révisée par lettre ou par télécopie, pourvu que la révision soit reçue au bureau désigné pour la remise des offres au plus tard à la date et à l'heure limites de clôture des offres. Le document télécopié doit porter l'en-tête de lettre ou la signature de l'offrant.

Une révision du barème de prix unitaires doit clairement indiquer les modifications apportées aux prix unitaires et les articles particuliers faisant l'objet de la modification.

Une lettre ou une télécopie visant à confirmer une révision antérieure doit clairement porter la mention confirmation.

Si des dispositions ci-dessus ne sont pas respectées, seules les révisions irrecevables devront être rejetées. L'évaluation portera sur l'offre initiale déposée de même que sur toutes les autres révisions recevables.

Numéro de télécopieur pour recevoir les révisions : 780-497-3510

2.2 Prix et/ou taux fermes :

L'offrant doit proposer des prix, des taux fermes ou les deux qui s'appliqueront pour toute la période de l'offre à commandes.

2.3 Formulaire : Les offres non soumises au moyen du formulaire prescrit ne seront pas prises en considération.

2.4 Modification : Toute modification aux sections pré-dactylographiées ou pré-imprimées du formulaire d'offre ou toute condition ou restriction ajoutée à l'offre constituera une cause directe de rejet de l'offre. Les modifications, corrections, changements ou ratures apportés à des énoncés ou à des chiffres inscrits sur le formulaire d'offre par l'offrant doivent être paraphés par la ou les personnes qui signent l'offre. Les initiales doivent être des paraphes originaux. Les modifications, corrections, changements ou ratures non paraphés seront considérés comme nuls et sans effet.

2.5 Offres incomplètes : Les offres incomplètes pourraient être rejetées.

2.6 Taxes :

L'offrant est tenu d'acquitter les taxes applicables.

Les offres ne doivent pas tenir compte du montant de la taxe sur les produits et services (TPS) ou de la taxe de vente harmonisée (TVH), selon celle qui s'applique. Toutes les sommes prélevées au titre de la TPS/TVH doivent être facturées distinctement dans les factures soumises par l'entrepreneur et lui seront versées en sus de la somme approuvée par le Canada pour les travaux exécutés dans le cadre du contrat. L'entrepreneur devra verser la somme correspondante à l'Agence du revenu du Canada conformément aux lois en vigueur.

Le gouvernement fédéral est exonéré de la taxe de vente du Québec (TVQ). Les offrants ne doivent pas inclure, dans leurs prix, toutes les sommes correspondant à la TVQ sur les biens et services fournis dans l'exécution des travaux, à l'exception des sommes pour lesquelles on ne peut pas se prévaloir d'un remboursement de taxe d'intrant. L'offrant retenu doit s'adresser directement à la province du Québec afin de recouvrer toute TVQ acquittée par lui dans l'exécution des travaux dans le cadre du contrat.

2.7 Évaluation du rendement

Les offrants doivent noter que le Canada évaluera le rendement de l'entrepreneur pendant la réalisation des travaux et au moment de leur achèvement. Cette évaluation portera sur la qualité de l'exécution des travaux, les délais d'exécution, la gestion de projet, la gestion du contrat et la gestion de la santé et de la sécurité. Si le rendement de l'entrepreneur est jugé insatisfaisant, les privilèges lui permettant de présenter des offres dans le cadre de travaux ultérieurs pourront être suspendus indéfiniment.

Une version électronique du formulaire PWGSC-TPSGC 2913, SELECT - Formulaire du rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur, utilisé pour évaluer le rendement est présenté sur le site Web de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les offrants.

4. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur dans la province ou le territoire de travail et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

PARTIE 3 — INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES**1. Généralités**

1.1 Inscrire le taux horaire ou le prix unitaire qui correspond à chaque catégorie de main-d'œuvre, d'outils ou d'articles du matériel énoncé dans le barème de prix unitaires figurant dans le formulaire d'offre. Inscrire la marge bénéficiaire en pourcentage pour le matériel non précisé, s'il y a lieu; tout supplément lié aux articles, notamment la marge bénéficiaire de l'entrepreneur pour le matériel non précisé, s'il y a lieu, et le montant total estimatif, TPS en sus.

Les quantités estimatives seront utilisées uniquement à des fins d'évaluation des coûts et ne constituent pas une garantie ou un engagement au nom du Canada de la quantité ou du montant utilisé dans l'offre à commandes.

1.2 Un taux doit être précisé pour chaque élément.

L'offrant convient que le ou les prix unitaires proposés régissent le calcul du montant total estimatif. L'offrant comprend que les erreurs dans la multiplication du prix unitaire, dans l'addition du prix estimatif total et dans la quantité estimative totale seront corrigées afin d'arriver au montant estimatif total.

1.3 Inscrire en majuscules ou en caractères d'imprimerie le nom et l'adresse au complet de l'offrant à l'endroit prévu à cet effet dans l'offre. Inscrire le numéro de téléphone et de télécopieur de l'offrant ainsi qu'un numéro d'appel d'urgence.

1.4 Signer et inscrire la date à l'endroit prévu à cet effet dans l'offre.

2. Instructions concernant la préparation d'une offre

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : Annexe E - Offre financière une (1 copies papier)

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- (a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- (b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, on encourage les offrants à :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'Annexe B, base de paiement.

Le montant total de la taxe sur les produits et les services ou de la taxe sur la vente harmonisée doit être indiqué séparément, s'il y a lieu.

PARTIE 4 — PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**1. Procédures D'Évaluation**

- (a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes y compris les critères d'évaluation techniques et financiers.
- (b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.
- (c) Les offres seront évaluées en fonction l'offre recevable comportant le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'attribution d'une offre à commandes

1.1 Évaluation technique**1.1.1 Critères techniques obligatoires****A) EXIGENCES OBLIGATOIRES – Nécessaires avec l'offre**

Les offres qui ne satisfont pas aux exigences obligatoires suivantes à la clôture seront jugées non recevables et seront éliminées du processus.

- i) Signature et présentation - La page 1 de la demande d'offre à commandes (DOC) et tout certificat ou licence nécessaire indiqués dans la DOC (p. ex. permis de compagnon) DOIVENT être présentés avec l'ANNEXE E - OFFRE, y compris les appendices. Les offres doivent être acheminées au bureau désigné pour la réception des offres et doivent parvenir à ce bureau au plus tard à la date et à l'heure indiquées à la page 1 de la DOC pour la clôture des offres.

B) EXIGENCES OBLIGATOIRES - avant l'attribution de l'offre à commandes

À défaut de se conformer aux exigences obligatoires suivantes, l'offre sera rejetée:

- i) Exigences en matière de santé et de sécurité — conformément à l'Annexe C .
- ii) Preuves d'exigences en matière d'assurance - sur demande, conformément à la Partie 6.
- iii) Exigences relatives à la sécurité, conformément à la Partie 6.

1.2 Évaluation financière

- 1.2.1 Barème de prix - Un taux doit être précisé pour chaque élément.
- 1.2.2 Les offres retenues conformément à la Partie 4 seront évaluées en fonction du montant estimatif cité, TPS/TVH en sus. On prévoit attribuer une offre à commandes à l'offrant qui a déposé une offre conforme au plus bas prix.

2. Méthode de sélection**2.1 Méthode de sélection - critères techniques obligatoires seulement**

Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable. L'offre recevable présentant le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

3. Classement

- 3.1 L'offre à commandes sera attribuée à une seule entreprise.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS
Non Applicable**PART 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET D'ASSURANCES****1. Exigences relatives à la sécurité**

1. Les conditions suivantes doivent être respectées avant l'émission de l'offre à commandes :
 - a) l'offrant doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7A - Offre à commandes;
 - b) les individus proposés par l'offrant et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7A - Offre à commandes;
 - c) l'offrant doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé.
2. On rappelle aux offrants d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'émission de l'offre à commandes, pour permettre à l'offrant retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion du responsable de l'offre à commandes.
3. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le document « Exigences de sécurité dans les demandes de soumissions de TPSGC - Instructions pour les soumissionnaires » (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/lc-pl/lc-pl-fra.html#a31>) sur le site Web Documents uniformisés d'approvisionnement ministériels.

2. Exigences en matière d'assurance

Clause du guide des CCUA M9015T (2011-05-16) Exigences en matière d'assurance

L'offrant doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que l'offrant peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à R2590D GC9 (2011-05-16) si une offre à commandes lui est émise à la suite de la demande d'offres à commandes.

Si l'information n'est pas fournie dans l'offre, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

PARTIE 7 - CLAUSES ET CONDITIONS

PARTIE 7(A) – OFFRE À COMMANDES

1. Offre – jointe à l'ANNEXE E

- .1 Dispositions générales
- .2 Modalités financières
- .3 Prix

2. Exigences relatives à la sécurité - l'article et la liste de vérification des exigences (LVERS) attaché

1. L'entrepreneur ou L'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou L'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou L'offrant devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
4. L'entrepreneur ou L'offrant doit respecter les dispositions:
 - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe "F";
 - b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur les exigences de sécurité, les promoteurs doivent consulter le site Web de la Sécurité industrielle à l'adresse : <http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>.

3. Clauses et conditions uniformisées

- 1) .1 Conditions générales - offres à commandes, 2005 (2012-03-02)

2) Les documents identifiés par titre, numéro et date à l'alinéa 1) de la CS01 sont intégrés par renvoi et sont reproduits dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide des CCUA est disponible sur le site Web de TPSGC: <http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/rqqr.do?action=recherche&date=courant&detail=&id=r&lang=fra&ttrl=&type=toutes&verb=rese>.

3) Les échelles des taux de salaire pour des contrats fédéraux de construction sont intégrées par renvoi et sont affichées sur le site suivant : [Web:http://www.rhdcc-hrsdc.gc.ca/fra/travail/normes_travail/contrats/echelle/index.shtml](http://www.rhdcc-hrsdc.gc.ca/fra/travail/normes_travail/contrats/echelle/index.shtml).

4. Durée de l'offre à commandes – voir l'annexe E - Offre

5. Responsables

5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : *Voir la page de couverture de l'offre à commandes pour connaître les détails*
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction: Attribution des marchés immobiliers

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes, de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. Au moment de passer une commande subséquente, en tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme (représentant ministériel) pour lequel les travaux seront exécutés conformément à une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

6. Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes dans le cadre de l'offre à commandes est : Ministère de la Défense Nationale (MDN).

7. Procédures pour les commandes subséquentes

1. Meilleure offre à commandes : l'offre qui fournit le prix le plus bas sera retenue.

Le chargé de projet établira la portée des travaux devant être exécutés par la firme de succès et de négocier le niveau d'effort requis pour effectuer le travail sur la base des taux horaires indiqués dans l'offre à commandes.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0142-12SO86/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwu011

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W0142-12SO86

File No. - N° du dossier

PWU-1-34405

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

8. INSTRUMENT DE COMMANDE SUBSÉQUENTEPublic Works and
Government Services
CanadaTravaux publics et
Services gouvernementaux
CanadaCALL-UP AGAINST A STANDING OFFER
**COMMANDE SUBSÉQUENTE À UNE OFFRE
À COMMANDES**In accordance with
STANDING OFFER NO.: _____Conformément à
L'OFFRE PERMANENTE No. _____Call-up no. — No de
commandeDated _____
and the terms and conditions therein, you are
Requested to carry out the worked described below.En date du _____
Et les modalités qui y sont énumérées, vous êtes prié
d'exécuter les travaux décrits ci-après.

Contractor's name and address — Nom et adresse de l'entrepreneur		Send invoice to — Expédier la facture à
Fax No.		attention :
Project no. - No du projet	Note: Quote standing offer number, project number and call-up number on your invoice. Inscrire le numéro de l'offre permanente, le numéro du projet et le numéro de commande sur la facture.	
Location of work — Endroit des travaux		Call-up cost, GST/HST extra — Coût de la commande, TPS en plus

Work description — Description des travaux
--

Certified pursuant to subsection 32 (1) of the Financial Administration Act Certifié en vertu du paragraphe 32 (1) de la Loi sur la gestion des finances publiques _____ Signature	_____ Date
Représentant ministériel — Représentant du ministère _____ Signature	_____ Date

PWGSC-TPSGC 2829 (03/2006)

9. Limites des commandes subséquentes – voir l'annexe E - Offre

10. Limite financière - voir l'annexe E - Offre

11. Ordre de priorité de documents

En cas d'incompatibilité entre les documents mentionnés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure par la suite sur cette même liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, y compris les annexes et les modifications;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2012-03-02), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services;
- d) toute modification apportée au contrat conformément aux clauses et aux conditions de l'offre à commandes;
- e) les conditions générales datées et énumérées dans la Partie 7B, Clauses du contrat subséquent;
- f) les conditions supplémentaires;
- g) Annexes :
Annexe A, Énoncé des travaux/spécifications et toute modification apportée au document d'appel d'offres et intégrée à l'offre à commandes avant la date d'échéance de celle-ci;
Annexe B, Base de paiement
Annexe C, Exigences en matière de santé et sécurité - Manitoba; (*insérer la province applicable où aura lieu le travail*)
Annexe D, Formulaire de rapport d'usage périodique
Annexe F; Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS);
- h) l'offre de l'offrant, annexe E, datée du _____ (insérer la date de l'offre).

12. Attestations

12.1 Conformité

Le respect des attestations fournies par l'offrant est une condition à l'autorisation de l'offre à commandes et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'offre à commandes. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour défaut et de mettre de côté l'offre à commandes.

13. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur dans la province de travail et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

14. Statut et disponibilité des ressources

Si, pour des raisons hors de son contrôle, l'offrant est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans son offre, l'offrant peut proposer un remplaçant ayant des qualités et une expérience similaire. L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Aux fins de cette clause, seules les raisons suivantes seront considérées comme indépendante de la volonté de l'offrant : décès, maladie, congé de maternité et congé parental, retraite, démission, congédiement justifié ou résiliation par manquement d'une entente.

Si l'offrant n'est pas en mesure de fournir un remplaçant ayant des qualités et une expérience similaires, le Canada pourrait mettre de côté l'offre à commandes.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0142-12SO86/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwu011

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W0142-12SO86

File No. - N° du dossier

PWU-1-34405

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

15. Estimation de coût

Dans le cas où une estimation de coût est exigée pour des travaux particuliers, l'utilisateur désigné fournira un énoncé des travaux requis à l'offrant, qui devra fournir à l'utilisateur désigné une estimation du coût des travaux particuliers, établie conformément aux dispositions relatives aux prix de l'offre à commandes. L'offrant ne devra entreprendre aucun des travaux particuliers tant qu'une commande n'aura pas été émise par l'utilisateur désigné. Les coûts estimatifs indiqués dans la commande subséquente ne pourront être dépassés sans l'autorisation écrite préalable de l'utilisateur désigné.

PARTIE 7 (B) – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1) Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes :

(a) Énoncé des travaux - L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes;

(b) Conditions générales :

(i)	CG1	Dispositions générales	R2810D	(2011-05-16);
(ii)	CG2	Administration du contrat	R2820D	(2011-05-16);
(iii)	CG3	Exécution et contrôle des travaux	R2830D	(2010-01-11);
(iv)	CC4	Mesures de protection	R2840D	(2008-05-12);
(v)	CG5	Modalités de paiement	R2550D	(2010-01-11);
(vi)	CG6	Retards et modifications des travaux	R2865D	(2008-05-12);
(vii)	CG7	Défaut, suspension ou résiliation du contrat	R2870D	(2008-05-12);
(vii)	CG8	Règlement des différends	R2884D	(2008-05-12);
(ix)	CG9	Assurance	R2590D	(2011-05-16);

(c) Conditions supplémentaires;

(d) Justes salaires et heures de travail - Conditions de travail R2940D (2010-01-11);

(e) Coûts admissibles pour les modifications de contrat

selon CG 6.4.1 R2950D (2007-05-25);

(f) Échelles des taux de salaires pour les contrats fédéraux de construction;

(g) Toute modification émise ou toute révision de soumission recevable, reçue avant l'heure et la date déterminée pour la clôture de l'invitation;

(h) Toute modification incorporée d'un commun accord entre le Canada et l'entrepreneur avant l'acceptation de la soumission;

(i) Toute modification aux documents du contrat qui est apportée conformément aux Conditions générales.

2) Les documents précisés à l'alinéa 1) par un numéro, une date et un titre sont incorporés par renvoi et sont reproduits dans le guide Clauses et conditions uniformisées d'achat publié par Travaux publics et Services gouvernementaux (TPSGC). Le guide est offert sur le site Web de TPSGC :

<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/rqqr.do?lang=fra&verb=rese&id=r&date=courant&ttl=&detail=&type=toutes&action=recherche>

NOTA : Il convient de signaler aux entrepreneurs qu'un exemplaire des conditions de travail et des échelles de justes salaires doit être affiché dans le lieu de travail, à un endroit facilement accessible.

3) Les échelles des taux de salaires pour des contrats fédéraux de construction sont intégrées par renvoi et peuvent être consultées sur le site Web : http://www.rhdcc.gc.ca/fra/travail/normes_travail/contrats/echelle/index.shtml

4) La langue des documents du contrat est celle du Formulaire de soumission et d'acceptation présenté.

5) Un marché est conclu entre Sa Majesté et l'offrant lorsqu'une commande subséquente dûment signée est passée par le représentant ministériel et qu'elle est acceptée par l'offrant*. L'offrant sera alors appelé « l'entrepreneur » et le contrat comprendra l'offre, les spécifications contenues dans le barème de prix unitaires ci-dessous, les Conditions générales et la commande subséquente.

6) Interprétation

« *Accepté par l'offrant* » signifie que l'offrant a accepté d'entreprendre les travaux et a commencé à les exécuter;

« *Ministre* » comprend toute personne agissant pour le ministre, son successeur, leurs adjoints légitimes et leurs représentants nommés aux fins de l'offre à commandes;

« *Représentant ministériel* » comprend le chargé de projet qui représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux seront effectués à la suite d'une commande subséquente à une offre à commandes et qui est responsable de toute question liée au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent;

« *Surintendant* » ou « *superviseur* » comprend l'employé ou le représentant de l'entrepreneur désigné par celui-ci pour agir à titre de surintendant;

« Tableau des prix unitaires » signifie le tableau des prix par unité figurant dans l'offre;

« Travaux » signifie, sous réserve de toute disposition contraire dans le contrat, tout ce que l'entrepreneur doit faire, fournir ou livrer pour exécuter le contrat, conformément aux travaux décrits dans chacune des commandes subséquentes ainsi que dans le devis descriptif ou dans l'énoncé des travaux.

1. CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES

1.1 T1204 - demande directe du ministère client

1.1.1 Conformément à l'alinéa 221 (1)d) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, L. R., 1985, ch.1 (5^e suppl.), les ministères et organismes sont tenus de déclarer, à l'aide des feuillets T1204, Paiements contractuels de services du gouvernement, les paiements contractuels versés aux entrepreneurs en vertu de marchés de services pertinents (y compris les marchés composés à la fois de biens et de services).

1.1.2 Afin de permettre aux ministères et organismes de se conformer à cette exigence, l'entrepreneur est tenu de fournir au Canada, sur demande, son numéro d'entreprise ou numéro d'assurance sociale, selon le cas. (Ces demandes peuvent être formulées dans une lettre d'appel général envoyée aux entrepreneurs par écrit ou par téléphone).

1.2 Rapports périodiques

1.2.1 L'offrant doit soumettre à l'autorité contractante des rapports semestriels sur l'utilisation de l'offre à commandes faisant état du nombre et de la valeur globale des commandes, pour chaque destinataire. Les rapports doivent être présentés selon le modèle du « Formulaire de rapport d'usage périodique » ci-joint à l'annexe D et être transmis à l'autorité contractante au plus tard quinze (15) jours après la fin de la période visée.

1.2.2 L'offrant comprend que le non-respect de cette exigence peut donner lieu à la mise de côté de l'offre à commandes.

2. Durée du contrat

2.1 Période du contrat

Les travaux doivent être exécutés conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

3. Paiement

1.3 MODIFICATIONS À LA CLAUSE CG 5 MODALITÉS DE PAIEMENTS R2550D

SUPPRIMER LES CLAUSES CG 5.4, CG 5.5 et CG 5.6 et INSÉRER ce qui suit :

CG 5.4 Paiement

.1 Base de paiement

1. Lorsque la durée des travaux indiquée dans la commande subséquente est supérieure à 30 jours, l'entrepreneur peut présenter des réclamations périodiques mensuelles et aura droit de recevoir des paiements progressifs à intervalles mensuels ou autre intervalle convenu. Sous réserve d'une vérification par le représentant ministériel, le paiement des factures de l'entrepreneur pour des travaux exécutés de façon satisfaisante sera effectué au plus tard 30 jours après la réception des factures. La date d'échéance sera le 30^e jour suivant la réception d'une facture dûment présentée.

2. L'offrant présentera au représentant ministériel une facture distincte pour chaque commande subséquente conformément aux instructions relatives à la facturation établie dans la présente. La facture dûment présentée est une facture remise au représentant ministériel selon le format convenu et elle contient suffisamment de précisions, de renseignements et de documents d'appui pour en permettre la vérification.

La facture de l'entrepreneur doit montrer séparément ce qui suit :

- (a) le montant du paiement progressif réclamé pour les services fournis de façon satisfaisante, TPS/TVH en sus;
- (b) le montant de toute taxe (TPS/TVH), calculé selon la législation fiscale fédérale applicable;
- (c) le montant total représentant la somme des montants décrits ci-dessus (a et b).

3. Le montant de la taxe que l'entrepreneur aura indiqué sur la facture sera payé par le Canada en plus du montant du paiement progressif réclamé pour les travaux exécutés de façon satisfaisante.

4. Si, dans les 15 jours suivant la réception de la facture, le représentant ministériel demande des renseignements supplémentaires aux fins de vérification, la période de paiement de 30 jours commencera après la réception des renseignements demandés. Le paiement sera effectué au plus tard le 30^e jour suivant la réception de la facture corrigée ou des renseignements exigés.

.1 Tout paiement progressif mensuel versé à l'entrepreneur peut faire l'objet d'une retenue de 10 % qui sera payée à l'entrepreneur lors du paiement final, à moins que le paiement retenu ne soit requis par le Canada pour remédier aux défauts des travaux de l'entrepreneur;

.2 Lorsque la durée des travaux indiqués dans la commande subséquente est égale ou inférieure à trente (30) jours, l'entrepreneur peut recevoir un paiement unique à titre de paiement total des travaux exécutés.

5. À la suite de l'exécution des travaux indiqués dans la réclamation périodique, on pourrait demander à l'entrepreneur de fournir une déclaration statuaire remplie et signée indiquant que jusqu'à la date de la réclamation périodique, l'entrepreneur s'est acquitté de toutes les obligations légales quant aux conditions de travail et que relativement aux travaux, toutes les obligations légales de l'entrepreneur envers ses sous-traitants et fournisseurs, appelés collectivement « sous-traitants et fournisseurs » dans la déclaration, ont été remplies avant d'effectuer un autre paiement.

6. À la suite d'un avis écrit par un sous-traitant, avec lequel l'entrepreneur a un contrat direct, selon lequel un supposé paiement ne lui a pas été versé, le représentant ministériel fournit au sous-traitant une copie du dernier paiement progressif approuvé, qui a été versé à l'entrepreneur pour l'exécution des travaux.

7. À la suite de l'exécution de tous les travaux de façon satisfaisante, le montant exigible en vertu de l'entente, après déduction des paiements déjà effectués, est versé à l'entrepreneur dans les 30 jours suivant la réception d'une facture dûment présentée et, sur demande, accompagnée d'une Déclaration statuaire, conformément au paragraphe 5 ci-dessus.

4.1 Base de paiement - voir Annexe B

4.2 Limite de prix

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

4.3 Instructions supplémentaires relatives à la facturation

.1 Factures

- .1 Toutes les factures présentées pour paiement doivent indiquer :
 - .1 le numéro de commande de travail de génie construction;
 - .2 le numéro de dossier de génie construction;
 - .3 le numéro de la demande, DSS 942 (demande relative à un contrat);
 - .4 le numéro d'offre à commandes de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC);
 - .5 la même adresse que celle figurant sur le contrat de TPSGC.
- .2 Les factures doivent comprendre la ventilation suivante :
 - .1 Taux horaire par offre et heures de travail de chaque personne de métier;
 - .2 Une liste détaillée du matériel utilisé, par coût, doit figurer sur toutes les factures présentées pour paiement;
 - .3 Le total multiplié;
 - .4 La taxe sur les produits et services (TPS/TVH) doit être indiquée séparément;
 - .5 Lorsqu'il y a sous-traitance, une copie de la facture du sous-traitant doit accompagner la facture liée à la demande;
 - .6 Lorsqu'il y a un rabais ou une majoration, l'indiquer séparément.
- .3 Les factures présentées pour paiement en regard du présent contrat et qui ne sont pas correctement rédigées seront renvoyées à l'entrepreneur pour annotation appropriée avant de produire l'attestation des paiements.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0142-12SO86/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwu011

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W0142-12SO86

File No. - N° du dossier

PWU-1-34405

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

ANNEXES

Annexe A	Énoncé des travaux
Annexe B	Base de paiement
Annexe C	Exigences en matière de santé et de sécurité: Alberta
Annexe D	Formulaire de rapport d'usage périodique
Annexe E	Offre
Annexe F	Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité

ANNEXE A**ÉNONCÉ DES TRAVAUX**

Selon les spécifications pour les réparations à gaz du système de distribution BFC Suffield, en date du L-S381-9308/84 Octobre 27, 2011. (Ci-joint un document PDF.)

Objectif

Établir, selon les besoins, une offre à commandes individuelles et régionales (OCIR) afin d'appuyer la Base des Forces canadiennes Suffield (BFC Suffield). Fournir, selon les besoins, le matériel, l'équipement, la main-d'œuvre, les outils, la supervision et l'expertise nécessaires, comme il est décrit dans le présent document, au Ministère de la Défense Nationale (MDN), à la Base des Forces Canadiennes Suffield, à Ralston en Alberta, ainsi qu'à l'Unité d'entraînement de l'Armée britannique Suffield (BATUS) et à RDDC (Recherche et développement pour la défense Canada), pendant la période de l'offre à commandes.

Contexte

Les services fournis visent à appuyer la BFC Suffield, afin d'augmenter son parc automobile existant. Le MDN utilise ses propres ressources pour effectuer l'entretien des routes et d'autres tâches. Lorsque la demande fluctue en raison de conditions opérationnelles et environnementales, le MDN peut devoir se procurer du matériel et des services afin d'accroître ses capacités. Les services seront administrés par le secteur Transport du G4.

Éléments livrables

Les éléments livrables consistent à fournir les articles demandés dans un délai maximal de 48 heures après la réception de la commande subséquente, ou conformément à la spécification dans le document de commande subséquente. Les tâches peuvent inclure, mais ne sont pas limitées à, les services publics souterrains tranchées et le remblayage, le nivellement des terrains, le nettoyage et l'enlèvement de tout débris résultant de sites sur la base.

Dispositions spéciales

1. Le MDN se réserve le droit d'exiger qu'une estimation détaillée soit fournie à la Couronne par écrit, sans frais de la part de l'entrepreneur, avant d'émettre une commande subséquente. Cette estimation peut être transmise par télécopieur, par courriel ou par la poste, selon la méthode spécifiée au moment de la demande.
2. L'entrepreneur doit être responsable de toutes les tâches d'entretien et des réparations de son matériel.
3. L'entrepreneur doit s'acquitter des frais de livraison et de récupération une seule fois pendant la période de location pour chacune des commandes subséquentes. En cas de bris du matériel de l'entrepreneur durant la période de location, le retrait et le remplacement de ce matériel ne sont pas payés par la Couronne, ils sont la responsabilité de l'entrepreneur, et les frais de location doivent cesser immédiatement jusqu'au remplacement du matériel. L'entrepreneur ne sera pas remboursé pour les frais de livraison et de récupération liés au remplacement du matériel.
4. Si l'entrepreneur est avisé par le MDN que la commande subséquente est annulée et qu'il est déterminé que le matériel est déjà en cours de transport, l'entrepreneur doit recevoir un montant égal à la mobilisation et à la démobilisation de chacun des articles, comme il est indiqué dans la base de paiement du présent document.
5. Si l'entrepreneur sous-loue un article, il doit d'abord en aviser le gestionnaire de projet par écrit. L'avis doit comprendre le nom du sous-traitant.
6. Tous les opérateurs fournis par l'entrepreneur doivent être entièrement qualifiés pour l'utilisation du matériel en question, conformément aux normes provinciales, et le matériel doit satisfaire à toutes les normes de sécurité pertinentes. Les opérateurs de l'entrepreneur doivent pouvoir fournir une preuve de qualification ou de certification

sur demande, à tout moment pendant la période de la commande subséquente. Le MDN se réserve le droit de demander une preuve de leur qualification et de rejeter les opérateurs ou le matériel qui ne satisfont pas à toutes les exigences en matière de permis ou normes de sécurité provinciales et fédérales pertinentes.

7. Les opérateurs et le matériel de l'entrepreneur peuvent devoir servir à l'exécution de tâches en collaboration avec d'autres entrepreneurs civils et leur matériel, ainsi que des ressources du MDN, et ils doivent donc posséder une assurance responsabilité suffisante pour ce type de tâches.
8. Les opérateurs de l'entrepreneur peuvent devoir porter de l'équipement de protection individuelle (EPI) spécialisé et non standard, qui devra être indiqué par le MDN au moment de la commande subséquente et devra être fourni par le MDN. Les responsables des lieux doivent distribuer cet EPI et garder le contrôle sur les renvois. Ils doivent être identifiés par le MDN au moment de la commande subséquente et se composent habituellement de membres du personnel de RDDC, de la BFC ou de la BATUS.
9. Les opérateurs de l'entrepreneur qui travaillent sur le champ de tir et dans le secteur d'entraînement devront recevoir un briefing sur la sécurité au champ de tir, donné par la BFC Suffield. L'entrepreneur a la responsabilité d'identifier les opérateurs qui doivent recevoir ce briefing et doit communiquer avec la BFC Suffield pour organiser la tenue de ce briefing au moins une semaine avant la date de début des travaux demandés.
10. L'entrepreneur doit être responsable du rétablissement de toutes les zones perturbées, y compris les zones adjacentes aux lieux d'excavation, les zones où la pelouse a été endommagée, les zones à surface dure, ainsi que toutes les autres zones endommagées par les travaux effectués, comme il est indiqué et à la satisfaction du responsable du projet, tel que spécifié dans la commande subséquente.

Inspection et supervision

1. Le responsable du projet doit procéder à des inspections d'assurance de la qualité dans le cadre du présent contrat, afin de s'assurer que les travaux sont effectués conformément aux spécifications dans le présent document.
2. L'entrepreneur doit, en tout temps, assurer la présence d'un superviseur responsable des travaux effectués dans le cadre du présent contrat. Il incombe au superviseur de s'assurer que les travaux sont réalisés correctement.
3. L'entrepreneur doit fournir un numéro de téléphone auquel il sera possible de joindre le superviseur ou le contremaître en tout temps. Le superviseur ou le contremaître doivent répondre à un appel dans un délai maximal de trente (30) minutes.

CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES POUR CETTE EXIGENCE:

Matériel et technique:

Matériel et techniques ne doit pas être altéré par l'entrepreneur, sauf indication contraire et approuvée par l'ingénieur de base. L'entrepreneur doit s'assurer que la sécurité d'emploi est respecté en tout temps et que toutes les réparations de construction sur les routes sont bien marquées, s'assurer que les lumières, si nécessaire, et les barrières sont érigées en conformité avec la réglementation de la circulation et la sécurité des piétons.

Liste du matériel: Une liste détaillée de tous les matériaux et la ventilation de toutes les heures commerciales sont à accompagner toutes les présentations à l'ingénieur de la base.

Feuilles de temps:

Les feuilles de temps doivent être fournis "au fur et à demandé" et approuvé par jour.

Appel de service:

D'appels de Service "appel" conditions:

a) Si le travail prendra plus de temps d'une journée, l'entrepreneur sera payé appel à taux de voyage pour la première heure de la première journée il ou elle est rattachée à l'emploi.

b) Si plus d'un appel-up se produit par jour, le taux de voyage par habitant et taux par kilomètre ne s'applique à la première d'appel pour ce jour-là fournir l'entrepreneur est sur le site au moment de l'appel sous les drapeaux.

Heures supplémentaires:

Les heures supplémentaires seront à la discrétion et l'approbation de l'Autorité du site

Rapports de travail:

L'entrepreneur doit soumettre une copie des rapports de travail quotidiens à la fin de chaque journée de travail, ou, à la discrétion du responsable du site, à la fin d'une tâche de plusieurs jours.

Les rapports de travail doivent comprendre ce qui suit:

Date

Brève description des travaux effectués ce jour-là

Bâtiment ou secteur où les travaux ont été réalisés

Numéro du bon de commande du MDN

Heures de travail de chaque compagnon et de chaque aide

Liste des matériaux utilisés

Tout problème constaté ou prévu (s'il en est)

Numéro du rapport de travail

Le rapport de travail doit être signé par le représentant de l'entrepreneur et par le responsable du site du MDN.

La facture doit préciser le numéro de bon de commande du MDN et le ou les numéros de rapports de travail.

Factures:

Les éléments figurant sur les factures doivent être répartis conformément à la base d'établissement des prix pour que le service de comptabilité accepte les factures. Les copies des factures des fournisseurs doivent être jointes aux factures de l'entrepreneur pour justifier les coûts engagés.

Conditions spéciales:

1. Aucune partie des travaux ne peut être sous-traitée, sauf autorisation du responsable du site.
2. Spécialiste certifié antirefoulement doit être conforme aux procédures décrites dans les normes CSA B64.10-11/B64.10.1-11

ANNEXE B**.1 Base de paiement**

Les honoraires fondés sur le prix convenu seront payés à l'entrepreneur lorsque celui-ci aura fourni les services de manière satisfaisante, suivant l'approbation du représentant ministériel, mais ces honoraires n'excéderont pas les montants précisés dans la commande subséquente pour les travaux sans autorisation écrite.

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations dans le cadre du marché, l'entrepreneur se verra payer un prix ferme, taxe sur les produits et services et taxe de vente harmonisée en sus, s'il y a lieu.

.1 Taux horaires :

L'entrepreneur sera payé selon des taux horaires fermes indiqués ci-dessous pour les travaux exécutés conformément au contrat.

Consulter les pièces jointes pour connaître les détails.

Coût estimatif total - Limitation des dépenses : \$ 300,000.00 **TPS/TVH inclus** pour la période de trois ans.

ANNEXE C**SANTÉ ET SÉCURITÉ OBLIGATOIRES - Pour les travaux dans la province de l'Alberta****1. INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX SOUMISSIONNAIRES (IP):****PROGRAMME DE CAT ET DE SÉCURITÉ**

- 1.1 Avant l'édition d'offre à commandes, le soumissionnaire retenu remettra à l'autorité contractante les documents suivants :
- 1.1.1 un énoncé de tarification des primes de la Commission des accidents du travail - Alberta, ou la documentation équivalente d'une autre juridiction;
 - 1.1.2 une lettre d'attestation de la Commission des accidents du travail, qui indique les directeurs, les supérieurs, les propriétaires et les partenaires qui seront sur le site ou qui prévoient l'être, et qui seront indemnisés, ou la documentation équivalente d'une autre juridiction; et;
 - 1.1.3 un certificat de reconnaissance ou un plan de sécurité enregistré, accepté par l'autorité compétente. Un programme de santé et de sécurité, exigé par la Loi sur la santé et la sécurité au travail de la province ou du territoire en question, serait accepté en remplacement du certificat de reconnaissance ou du plan de sécurité enregistré. Si aucun n'est requis par la loi, remplir et retourner plutôt le formulaire de déclaration ci annexé.
- 1.2 Le soumissionnaire retenu remettra tous les documents précités à l'autorité contractante au plus tard à la date précisée (habituellement trois à cinq jours après l'avis) par l'autorité contractante. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non conforme.

2. CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS):**La Sécurité et la Santé lieu de travail****1. EMPLOYEUR/ENTREPRENEUR PRINCIPAL**

- 1.1 L'entrepreneur doit, aux fins des règlements de l'Alberta sur la sécurité et la santé au travail, et pour la durée du travail :
- 1.1.1 agir en tant qu'employeur, lorsqu'il n'y a qu'un seul employeur sur le lieu du travail, en accord avec l'autorité compétente;
 - 1.1.2 d'accepter le rôle d'entrepreneur principal où il y deux employeurs ou plus qui s'occupent du travail, en même temps et au même endroit, en conformité avec ce que veut l'autorité compétente;
 - 1.1.3 s'il y a deux entrepreneurs ou plus qui travaillent simultanément et au même lieu de travail, sans limiter les conditions générales, de la commande du Canada* :
 - 1.1.3.1 d'accepte, en tant qu'entrepreneur principal, la responsabilité des autres entrepreneurs du Canada;
 - 1.1.3.2 d'accepter un autre entrepreneur du Canada comme entrepreneur principal et de se soumettre au plan de santé et de sécurité propre au site de cet entrepreneur.

Définition : après l'attribution du contrat, l'entrepreneur obéit à des ordres de modification

2. SOUMISSION

- 2.1 L'entrepreneur doit fournir au Canada:

- 2.1.1 avant la réunion précédant le commencement des travaux, une télécopie et une copie d'un avis de projet dûment rempli de TPSGC (formulaire PWGSC - TPSGC 458) (le formulaire sera fourni à l'entrepreneur proposé avant l'attribution); comme envoyé à l'Autorité A Juridiction (AHJ) ; et
- 2.1.2 avant le commencement des travaux et sans limiter les dispositions des Conditions générales :
- 2.1.2.1 des copies de tous les autres permis, avis et documents connexes exigés par la portée des travaux/devis et/ou l'AC; et
- 2.1.2.2 un site Santé et Sécurité spécifiques planifient comme demandé.

NOTE : Il ne faut pas afficher de formulaires qui comportent des renseignements personnels portant sur des tiers, comme les noms des employés de l'entrepreneur ou autre information connexe.

3. COORDONNÉES DES RESPONSABLES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Les personnes citées ci-dessous sont les responsables de la main-d'œuvre de chaque province ou territoire. Elles ne sont pas des représentantes de la Commission des accidents du travail.

Veuillez ne pas communiquer avec les personnes ci-dessous pour des questions concernant la Commission des accidents du travail. Il faut adresser ce genre de demande à la Commission des accidents du travail, et lorsque cette dernière est composée de deux entités (main-d'œuvre et indemnisation), il faut s'adresser au responsable de l'indemnisation ou des services de l'employeur.

ALBERTA South

Alberta Human Resources and Employment
Workplace Health and Safety
600 – 727, 7th Avenue S.W.
Calgary, Alberta, T2P 0Z5

Telephone: (403) 297-7896

Facsimile: (403) 297-7893

ALBERTA North

Alberta Human Resources and Employment
Workplace Health and Safety
10th Floor, 7th Street Plaza
10030-107 Street
Edmonton, Alberta, T5J 3E4

Telephone: (780)422-5949

Facsimile: (780) 427-0999

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0142-12SO86/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwu011

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W0142-12SO86

File No. - N° du dossier

PWU-1-34405

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

ANNEXE D
Formulaire de rapport d'usage périodique

Il faut présenter un rapport comme suit dans le cadre de la présente demande d'offre à commandes :

Retourner à :

Diana Izzotti	403-292-5786	diana.izzotti@pwgsc-tpsgc.gc.ca
<i>Nom</i>	<i>Télec.</i>	<i>Courriel</i>

à :

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
 Attribution des marchés immobiliers, Direction générale des approvisionnements
 1650, 635 - 8e ave so
 Calgary, Alberta
 T2P 3M3

RAPPORT SUR LE VOLUME D'ACTIVITÉ

FOURNISSEUR : _____

RAPPORT POUR LA PÉRIODE SE TERMINANT LE : _____

Description des travaux	N° de commande subséquente	FACTURE GLOBALE

RAPPORT « NÉANT » : Nous n'avons pas fait affaire avec le gouvernement fédéral pendant cette période _____.

PRÉPARÉ PAR :

NOM : _____

SIGNATURE _____

TÉLÉPHONE : _____

ANNEXE E OFFRE

Description de travail: BFC Suffield, Ralston, en Alberta
Divers projets, le MDN
Pour les réparations à gaz du système de distribution

1. OFFRE

.1 La présente offre à commandes, ci-après appelée « offre », est présentée par l'offrant soussigné, ci-après appelé « l'offrant », à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, ci-après appelée « Sa Majesté », représentée par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux du Canada, ci-après appelé le « ministre »;

.2 L'offre consiste à fournir tous les outils, outillages, équipements, services, matériaux et main-d'œuvre nécessaires pour exécuter et achever, consciencieusement et selon les règles de l'art, les travaux décrits ci-dessus;

.3 Les travaux seront plus précisément décrits dans les commandes subséquentes passées par le représentant du ministère, ci-après appelé le « représentant ministériel »;

.4 Les commandes subséquentes peuvent être passées, à l'occasion, durant la période de trois (3) ans, suivant la date de la présente offre, ci-après appelée la « durée », ou jusqu'à ce que la période maximale précisée au paragraphe 3.1 ci-dessous soit écoulée, selon la première de ces conditions à se présenter.

2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

.1 Les spécifications contenues dans le barème de prix unitaires et les conditions générales de la présente offre, lorsque signée par l'offrant ou pour le compte de ce dernier, constitueront l'ensemble de l'offre, cette dernière étant soumise aux dispositions exprimées dans les présentes.

.2 Le taux horaire et le prix unitaire proposés régissent le calcul du montant total estimatif; les erreurs dans la multiplication du prix unitaire et dans l'addition du prix estimatif total seront corrigées afin d'arriver au montant estimatif total.

.3 La présente offre remplace et annule toutes les communications, négociations et ententes relatives aux travaux autres que celles contenues dans l'offre.

.4 On ne peut retirer cette offre avant l'expiration d'un délai de 120 jours suivant la date de clôture de l'appel d'offres.

L'offrant s'engage :

.1 à exécuter les projets commandés de temps à autre par le représentant ministériel sous la forme de **commandes subséquentes à une offre à commandes**, formulaire PWGSC/TPSGC 2829, que l'offrant admet avoir en sa possession conformément aux exigences établies par les présentes, et en vue d'un paiement versé aux termes de l'article 3 ci-dessous;

.2 à fournir, à la demande du représentant ministériel, un prix estimatif détaillé, calculé conformément à la section 4 ci-dessous, ainsi qu'un horaire de travail pour chaque projet;

.3 à commencer les travaux dès la réception d'une commande subséquente découlant de la présente offre à commandes, dûment signée par le représentant ministériel.

.5 La présente offre ne constitue pas un contrat comportant des obligations liant Sa Majesté à l'offrant. Le représentant ministériel aura le droit de passer une commande subséquente auprès d'autres offrans ayant présenté une offre à Sa Majesté.

.6 Un marché est conclu entre Sa Majesté et l'offrant lorsqu'une commande subséquente dûment signée est passée par le représentant ministériel et qu'elle est acceptée par l'offrant. L'offrant sera alors appelé « l'entrepreneur » et le contrat comprendra l'offre, les spécifications contenues dans le barème de prix unitaires ci-dessous, les Conditions générales et la commande subséquente.

.7 Le nombre d'heures prévues, les quantités de matériaux et d'outils et le montant alloué pour le matériel non précisé qui est établi dans le barème de prix unitaires serviront à l'analyse comparative des offres et ne constitue en aucun cas une obligation de la part de Sa Majesté à faire appel aux travaux, matériaux ou outillages énoncés dans les présentes.

.8 L'offrant déclare et atteste qu'aucun pot-de-vin, présent, bénéfice ou autre avantage n'a été ni ne sera consenti, promis ou offert, directement ou indirectement, à un représentant ou à un employé du Canada ni à un membre de sa famille, en vue d'exercer une influence sur la conclusion ou la gestion du marché susceptible de découler de l'offre.

3. MODALITÉS FINANCIÈRES

.1 Le montant maximal susceptible d'être versé par Sa Majesté pour l'ensemble des commandes subséquentes passées dans le cadre de l'offre à commandes ne pourra dépasser la somme de **300, 000 \$, TPS/TVH inclus**.

.2 Le montant à verser par Sa Majesté pour les travaux découlant d'une commande subséquente à la présente offre sera basé sur les prix unitaires établis dans la section 4 de l'offre ou par la suite. Le montant maximal à verser pour les travaux découlant de toute commande subséquente ne pourra pas dépasser la somme de **60 000 \$, TPS/TVH inclus**. Ce montant maximal sera établi précisément à partir des prix unitaires avant de passer une commande subséquente. Ce montant maximal peut comprendre un montant ne dépassant pas 5 000 \$, TPS/TVH en sus, pour une partie du travail ne pouvant être établi avec précision à partir des prix unitaires.

.3 L'offrant informera le représentant ministériel lorsque 80 % du montant affiché au paragraphe 3.1 a été dépensé ou lorsqu'il ne reste que trois (3) mois à la durée de l'offre.

.4 Chaque article précisé dans le barème de prix unitaires du paragraphe 4.1 comprend les salaires, les frais de déplacement, les allocations, la surveillance, les responsabilités en tant qu'employeur, les assurances et l'utilisation d'outils, etc., les coûts indirects, les bénéfices et toute autre obligation financière.

.5 Le matériel non précisé sera remboursé au coût net et sera appuyé par des factures auxquelles on ajoutera la marge bénéficiaire établie à la section 4 de la présente offre. « Coût net » désigne tout montant raisonnablement et dûment engagé par l'offrant pour les matériaux requis par les travaux, et comprend les frais d'emballage, de traitement et de livraison moins les escomptes accordés à l'offrant. La marge bénéficiaire de l'offrant pour le matériel précisé comprend les coûts indirects, les bénéfices et toutes autres dépenses.

.6 Les prix inscrits dans la section 4 de la présente offre comprennent l'ensemble des taxes fédérales, provinciales et municipales.

.1 Toutefois, ils ne comprennent pas les montants relatifs à la taxe sur les produits et services (TPS) ni à la taxe de vente harmonisée (TVH). Les montants appropriés de TPS/TVH seront versés par Sa Majesté à l'offrant en plus des montants précisés dans le contrat. L'offrant devra verser la somme appropriée à l'Agence du revenu du Canada conformément aux lois en vigueur.

.2 Les prix ne comprennent pas la taxe de vente du Québec. L'offrant doit s'adresser directement à la province du Québec afin de recouvrer le montant de taxe de vente acquittée par lui dans l'exécution des travaux dans le cadre du marché découlant de la présente offre.

.7 La somme versée par Sa Majesté pour l'équipement spécial de l'offrant qui n'est pas couvert par le barème de prix unitaires, mais qui est requis sur le lieu du travail, ne dépassera pas les coûts de location sur place ou les taux demandés par l'association locale de construction pour de tels équipements, selon le plus bas prix.

.8 Les frais de sous-traitance, notamment les coûts de location d'équipement spécial approuvé par le chargé de projet, seront remboursés au prix coûtant, avec une majoration de dix (10) pour cent pour couvrir les coûts indirects, les

bénéfices et toutes autres dépenses. « Prix coûtant » désigne tout montant raisonnablement et dûment engagé par l'offrant pour toute partie des travaux exécutée par des sous-traitants.

.9 Établissement des prix

.1 Les prix demandés dans l'offre sont les suivants:

- .1 Taux pour les heures/mètre régulières
- .2 pour chaque heure/mètre en dehors des heures régulières du lundi au vendredi
- .3 pour chaque heure/mètre le week-end et les jours fériés

.2 Les taux horaires demandés dans l'offre et l'acceptation pour des types spécifiques de service doit être le coût total pour effectuer le travail, y compris mais non limité à:

- .1 travail, y compris la supervision, les indemnités et l'assurance responsabilité civile;
- .2 temps de déplacement inclus la première heure d'un appel à.
- .3 De transport / dépenses liées aux véhicules;
- .4 Des outils et des articles de pêche;
- .5 frais généraux et profits;
- .6 Tous les autres frais accessoires autres que l'approvisionnement des matériaux et des pièces de rechange relatives à la livraison du travail.

.3 Les heures normales de travail seront de 08:00 h à 16:00 h, du lundi au vendredi.

4. PRIX

L'offrant convient que les prix établis dans le tableau ci-dessous sont ceux mentionnés dans les sections 2 et 3 ci-dessus:

Taux 4.1: Barèmes de prix unitaires -

Les paiements au titre du prix convenu doit être faite lors de la performance satisfaisante des travaux, et après approbation du représentant du Ministère, mais ces paiements ne doit pas dépasser le montant (s) comme spécifié dans l'appel vers le haut, pour le travail sans l'autorisation écrite.

En contrepartie de l'exécution satisfaisante de toutes ses obligations en vertu du contrat qui en résulte, l'entrepreneur sera payé un prix ferme, des marchandises et des services fiscaux ou taxe de vente harmonisée en sus.

Les prix sont à demeurer fermes pendant la durée de l'offre à commandes.

Usages estimés seront utilisés à des fins d'évaluation des coûts et ne constituent pas une garantie ou d'engagement au nom du Canada de la quantité ou le montant à être utilisé dans l'offre à commandes.

4.1 BARÈME A) Première année 1: De la date de l'offre à une période d'un an; Dates à déterminer (à déterminer):

Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4	Col. 5	Col. 6
Article	Catégorie de main-d'œuvre, de matériel ou d'outillage	Unité	Est.nombre d'heures par an	Prix unitaire \$ ¢	Estimation prix total: \$ ¢
A	Appelez-service, y compris la première heure de travail sur le site de production. Pendant les heures normales de travail 8h00-16h00, du lundi au vendredi y compris les voyages et toutes les dépenses connexes				
	Commerçant Gas Fitter	par appel	15	\$_____	\$_____
	Helper Commerce	par appel	15	\$_____	\$_____
B	Appelez-service, y compris la première heure de travail sur le site de production. Dehors des heures normales de travail 16h00-8h00, du lundi au vendredi y compris les déplacements et toutes les dépenses connexes				
	Commerçant Gas Fitter	par appel	1	\$_____	\$_____
	Helper Commerce	par appel	1	\$_____	\$_____
C	Appelez-service, y compris la première heure de travail sur le site de production. Week-ends et jours fériés, y compris les déplacements et toutes les dépenses connexes				
	Commerçant Gas Fitter	par appel	1	\$_____	\$_____
	Helper Commerce	par appel	1	\$_____	\$_____
Col 1	Col 2	Col 3	Col 4	Col 5	Col 6

W0142-12SO86/A

pwu011

W0142-12SO86

PWU-1-34405

Article	Catégorie de main-d'œuvre, de matériel ou d'outillage	Unité	Utilisation estimée par an	Prix unitaire \$ ¢	Estimation prix total: \$ ¢
D	Travail seulement en plus de la première heure. Taux horaire pendant les heures ouvrables 08:00 - 16:00, du lundi au vendredi				
	Commerçant Gas Fitter	par heure	90	\$ _____	\$ _____
	Helper Commerce	par heure	90	\$ _____	\$ _____
E	Travail seulement en plus de la première heure. Taux horaire dehors les heures ouvrables 16:00 - 08:00, du lundi au vendredi				
	Commerçant Gas Fitter	par heure	15	\$ _____	\$ _____
	Helper Commerce	par heure	15	\$ _____	\$ _____
F	Travail uniquement en complément à la première heure: Taux horaire pour les week-ends et jours fériés				
	Commerçant Gas Fitter	par heure	7	\$ _____	\$ _____
	Helper Commerce	par heure	7	\$ _____	\$ _____
G	Entrepreneur Mark Up sur l'allocation pour le matériel non spécifié, des pièces de rechange, des permis et certificats requis etc. (Marque % x jusqu'à 5000 \$ = \$ Colonne 6)	_____ %			\$ _____
H	Équipement: Les coûts d'utilisation pendant les heures ouvrables				
	Forage directionnel et de l'opérateur	Prix par mètre	2000 mètres	\$ _____	\$ _____
	Trancheuse et de l'opérateur	Prix par mètre	2000 mètres	\$ _____	\$ _____
	Hydrovac et de l'équipage (deux hommes)	par heure	90	\$ _____	\$ _____
	Pelleteuse et de l'opérateur	par heure	90	\$ _____	\$ _____
	Camion à benne basculante et de l'opérateur	par heure	90	\$ _____	\$ _____
Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4	Col. 5	Col. 6

W0142-12SO86/A

pwu011

W0142-12SO86

PWU-1-34405

Article	Catégorie de main-d'œuvre, de matériel ou d'outillage	Unité	Est.nombre d'heures par an	Prix unitaire \$ ¢	Estimation prix total: \$ ¢
I	Equipement: Les coûts d'utilisation dehors les heures ouvrables				
	Forage directionnel et de l'opérateur	Prix par mètre	500 mètres	\$ _____	\$ _____
	Trancheuse et de l'opérateur	Prix par mètre	500 mètres	\$ _____	\$ _____
	Hydrovac et de l'équipage (deux hommes)	par heure	15	\$ _____	\$ _____
	Pelleteuse et de l'opérateur	par heure	15	\$ _____	\$ _____
	Camion à benne basculante et de l'opérateur	par heure	15	\$ _____	\$ _____
J	Equipement: Les coûts d'utilisation pour les week-ends et jours fériés				
	Forage directionnel et de l'opérateur	Prix par mètre	500 mètres	\$ _____	\$ _____
	Trancheuse et de l'opérateur	Prix par mètre	500 mètres	\$ _____	\$ _____
	Hydrovac et de l'équipage (deux hommes)	par heure	7	\$ _____	\$ _____
	Pelleteuse et de l'opérateur	par heure	7	\$ _____	\$ _____
	Camion à benne basculante et de l'opérateur	par heure	7	\$ _____	\$ _____
Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4	Col. 5	Col. 6

W0142-12SO86/A

pwu011

W0142-12SO86

PWU-1-34405

Article	Catégorie de main-d'œuvre, de matériel ou d'outillage	Unité	Est.nombre d'heures par an	Prix unitaire \$ ¢	Estimation prix total: \$ ¢
K	Equipement: Mobilisation et démobilisation Estimation des coûts basée sur 1 aller-retour x 4 voyages par an.				
	Forage directionnel et de l'opérateur	1 aller-retour	4	\$ _____	\$ _____
	Trancheuse et de l'opérateur	1 aller-retour	4	\$ _____	\$ _____
	Hydrovac et de l'équipage (deux hommes)	1 aller-retour	4	\$ _____	\$ _____
	Pelleteuse et de l'opérateur	1 aller - retour	4	\$ _____	\$ _____
	Camion à benne basculante et de l'opérateur	1 aller-retour	4	\$ _____	\$ _____
L	BARÈME A) Première année 1: \$ Total de tous les montants en de A6 + K6 = L6 montant total de la soumission pour l'année 1				\$ _____ TPS / TVH en sus (Entrez dans la colonne 1 de 4,2)

W0142-12SO86/A

pwu011

W0142-12SO86

PWU-1-34405

4.1 Barèmes de prix unitaires - Taux (suite)**BARÈME B) Année 2:** Pour une période d'un an suivant directement première année (dates à déterminer):

Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4	Col. 5	Col. 6
Article	Catégorie de main-d'œuvre, de matériel ou d'outillage	Unité	Est. nombre d'heures par an	Prix unitaire \$ ¢	Estimation prix total: \$ ¢
A	Appelez-service, y compris la première heure de travail sur le site de production. Pendant les heures normales de travail 8h00-16h00, du lundi au vendredi y compris les voyages et toutes les dépenses connexes				
	Commerçant Gas Fitter	par appel	15	\$ _____	\$ _____
	Helper Commerce	par appel	15	\$ _____	\$ _____
B	Appelez-service, y compris la première heure de travail sur le site de production. Dehors des heures normales de travail 16h00-8h00, du lundi au vendredi y compris les déplacements et toutes les dépenses connexes				
	Commerçant Gas Fitter	par appel	1	\$ _____	\$ _____
	Helper Commerce	par appel	1	\$ _____	\$ _____
C	Appelez-service, y compris la première heure de travail sur le site de production. Week-ends et jours fériés, y compris les déplacements et toutes les dépenses connexes				
	Commerçant Gas Fitter	par appel	1	\$ _____	\$ _____
	Helper Commerce	par appel	1	\$ _____	\$ _____
D	Travail seulement en plus de la première heure. Taux horaire pendant les heures ouvrables 08:00 - 16:00, du lundi au vendredi				
	Commerçant Gas Fitter	par heure	90	\$ _____	\$ _____
	Helper Commerce	par heure	90	\$ _____	\$ _____
E	Travail seulement en plus de la première heure. Taux horaire dehors les heures ouvrables 16:00 - 08:00, du lundi au vendredi				
	Commerçant Gas Fitter	par heure	15	\$ _____	\$ _____
	Helper Commerce	par heure	15	\$ _____	\$ _____
Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4	Col. 5	Col. 6

W0142-12SO86/A

pwu011

W0142-12SO86

PWU-1-34405

Article	Catégorie de main-d'œuvre, de matériel ou d'outillage	Unité	Est. nombre d'heures par an	Prix unitaire \$ ¢	Estimation prix total: \$ ¢
F	Travail uniquement en complément à la première heure: Taux horaire pour les week-ends et jours fériés				
	Commerçant Gas Fitter	par heure	7	\$ _____	\$ _____
	Helper Commerce	par heure	7	\$ _____	\$ _____
G	Entrepreneur Mark Up sur l'allocation pour le matériel non spécifié, des pièces de rechange, des permis et certificats requis etc. (Marque % x jusqu'à 5000 \$ = \$ Colonne 6)	_____ %			\$ _____
H	Equipement: Les coûts d'utilisation pendant les heures ouvrables				
	Forage directionnel et de l'opérateur	Prix par mètre	2000 mètres	\$ _____	\$ _____
	Trancheuse et de l'opérateur	Prix par mètre	2000 mètres	\$ _____	\$ _____
	Hydrovac et de l'équipage (deux hommes)	par heure	90	\$ _____	\$ _____
	Pelleteuse et de l'opérateur	par heure	90	\$ _____	\$ _____
	Camion à benne basculante et de l'opérateur	par heure	90	\$ _____	\$ _____
Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4	Col. 5	Col. 6

W0142-12SO86/A

pwu011

W0142-12SO86

PWU-1-34405

Article	Catégorie de main-d'œuvre, de matériel ou d'outillage	Unité	Est. nombre d'heures par an	Prix unitaire \$ ¢	Estimation prix total: \$ ¢
I	Equipement: Les coûts d'utilisation dehors les heures ouvrables				
	Forage directionnel et de l'opérateur	Prix par mètre	500 mètres	\$ _____	\$ _____
	Trancheuse et de l'opérateur	Prix par mètre	500 mètres	\$ _____	\$ _____
	Hydrovac et de l'équipage (deux hommes)	par heure	15	\$ _____	\$ _____
	Pelleteuse et de l'opérateur	par heure	15	\$ _____	\$ _____
	Camion à benne basculante et de l'opérateur	par heure	15	\$ _____	\$ _____
J	Equipement: Les coûts d'utilisation pour les week-ends et jours fériés				
	Forage directionnel et de l'opérateur	Prix par mètre	500 mètres	\$ _____	\$ _____
	Trancheuse et de l'opérateur	Prix par mètre	500 mètres	\$ _____	\$ _____
	Hydrovac et de l'équipage (deux hommes)	par heure	7	\$ _____	\$ _____
	Pelleteuse et de l'opérateur	par heure	7	\$ _____	\$ _____
	Camion à benne basculante et de l'opérateur	par heure	7	\$ _____	\$ _____
Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4	Col. 5	Col. 6

W0142-12SO86/A

pwu011

W0142-12SO86

PWU-1-34405

Article	Catégorie de main-d'œuvre, de matériel ou d'outillage	Unité	Est. nombre d'heures par an	Prix unitaire \$ ¢	Estimation prix total: \$ ¢
K	Équipement: Mobilisation et démobilisation Estimation des coûts basée sur 1 aller-retour x 4 voyages par an.				
	Forage directionnel et de l'opérateur	1 aller-retour	4	\$ _____	\$ _____
	Trancheuse et de l'opérateur	1 aller-retour	4	\$ _____	\$ _____
	Hydrovac et de l'équipage (deux hommes)	1 aller-retour	4	\$ _____	\$ _____
	Pelleteuse et de l'opérateur	1 aller - retour	4	\$ _____	\$ _____
	Camion à benne basculante et de l'opérateur	1 aller-retour	4	\$ _____	\$ _____
L	BARÈME B) année 2: \$ Total de tous les montants en de A6 + K6 = L6 montant total de la soumission pour l'année 2				\$ _____ TPS / TVH en sus (Entrez dans la colonne 2 de 4,2)

4.1 Barèmes de prix unitaires - Taux (suite)**BARÈME C) Année 3:** Pour une période d'un an suivant directement Année 2 (dates à déterminer):

Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4	Col. 5	Col. 6
--------	--------	--------	--------	--------	--------

W0142-12SO86/A

pwu011

W0142-12SO86

PWU-1-34405

Article	Catégorie de main-d'œuvre, de matériel ou d'outillage	Unité	Est.nombre d'heures par an	Prix unitaire \$ ¢	Estimation prix total: \$ ¢
A	Appelez-service, y compris la première heure de travail sur le site de production. Pendant les heures normales de travail 8h00-16h00, du lundi au vendredi y compris les voyages et toutes les dépenses connexes				
	Commerçant Gas Fitter	par appel	15	\$ _____	\$ _____
	Helper Commerce	par appel	15	\$ _____	\$ _____
B	Appelez-service, y compris la première heure de travail sur le site de production. Dehors des heures normales de travail 16h00-8h00, du lundi au vendredi y compris les déplacements et toutes les dépenses connexes				
	Commerçant Gas Fitter	par appel	1	\$ _____	\$ _____
	Helper Commerce	par appel	1	\$ _____	\$ _____
C	Appelez-service, y compris la première heure de travail sur le site de production. Week-ends et jours fériés, y compris les déplacements et toutes les dépenses connexes				
	Commerçant Gas Fitter	par appel	1	\$ _____	\$ _____
	Helper Commerce	par appel	1	\$ _____	\$ _____
D	Travail seulement en plus de la première heure. Taux horaire pendant les heures ouvrables 08:00 - 16:00, du lundi au vendredi				
	Commerçant Gas Fitter	par heure	90	\$ _____	\$ _____
	Helper Commerce	par heure	90	\$ _____	\$ _____
E	Travail seulement en plus de la première heure. Taux horaire dehors les heures ouvrables 16:00 - 08:00, du lundi au vendredi				
	Commerçant Gas Fitter	par heure	15	\$ _____	\$ _____
	Helper Commerce	par heure	15	\$ _____	\$ _____
Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4	Col. 5	Col. 6
Article	Catégorie de main-d'œuvre, de matériel ou d'outillage	Unité	Est.nombre d'heures par	Prix unitaire	Estimation prix total:
F	Travail uniquement en complément à la première heure: Taux horaire pour les week-ends et jours fériés				

	Commerçant Gas Fitter	par heure	7	\$ _____	\$ _____
	Helper Commerce	par heure	7	\$ _____	\$ _____
G	Entrepreneur Mark Up sur l'allocation pour le matériel non spécifié, des pièces de rechange, des permis et certificats requis etc. (Marque % x jusqu'à 5000 \$ = \$ Colonne 6)	_____ %			\$ _____
H	Equipement: Les coûts d'utilisation pendant les heures ouvrables				
	Forage directionnel et de l'opérateur	Prix par mètre	2000 mètres	\$ _____	\$ _____
	Trancheuse et de l'opérateur	Prix par mètre	2000 mètres	\$ _____	\$ _____
	Hydrovac et de l'équipage (deux hommes)	par heure	90	\$ _____	\$ _____
	Pelleteuse et de l'opérateur	par heure	90	\$ _____	\$ _____
	Camion à benne basculante et de l'opérateur	par heure	90	\$ _____	\$ _____
I	Equipement: Les coûts d'utilisation dehors les heures ouvrables				
	Forage directionnel et de l'opérateur	Prix par mètre	500 mètres	\$ _____	\$ _____
	Trancheuse et de l'opérateur	Prix par mètre	500 mètres	\$ _____	\$ _____
	Hydrovac et de l'équipage (deux hommes)	par heure	15	\$ _____	\$ _____
	Pelleteuse et de l'opérateur	par heure	15	\$ _____	\$ _____
	Camion à benne basculante et de l'opérateur	par heure	15	\$ _____	\$ _____
Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4	Col. 5	Col. 6

W0142-12SO86/A

pwu011

W0142-12SO86

PWU-1-34405

Article	Catégorie de main-d'œuvre, de matériel ou d'outillage	Unité	Est.nombre d'heures par an	Prix unitaire \$ ¢	Estimation prix total: \$ ¢
J	Equipement: Les coûts d'utilisation pour les week-ends et jours fériés				
	Forage directionnel et de l'opérateur	Prix par mètre	500 mètres	\$ _____	\$ _____
	Trancheuse et de l'opérateur	Prix par mètre	500 mètres	\$ _____	\$ _____
	Hydrovac et de l'équipage (deux hommes)	par heure	7	\$ _____	\$ _____
	Pelleteuse et de l'opérateur	par heure	7	\$ _____	\$ _____
	Camion à benne basculante et de l'opérateur	par heure	7	\$ _____	\$ _____
K	Equipement: Mobilisation et démobilitation Estimation des coûts basée sur 1 aller-retour x 4 voyages par an.				
	Forage directionnel et de l'opérateur	1 aller-retour	4	\$ _____	\$ _____
	Trancheuse et de l'opérateur	1 aller-retour	4	\$ _____	\$ _____
	Hydrovac et de l'équipage (deux hommes)	1 aller-retour	4	\$ _____	\$ _____
Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4	Col. 5	Col. 6
Article	Catégorie de main-d'œuvre, de matériel ou d'outillage	Unité	Est.nombre d'heures par an	Prix unitaire \$ ¢	Estimation prix total: \$ ¢

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0142-12SO86/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwu011

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

W0142-12SO86

PWU-1-34405

	Pelleteuse et de l'opérateur	1 aller - retour	4	\$ _____	\$ _____
	Camion à benne basculante et de l'opérateur	1 aller- retour	4	\$ _____	\$ _____
L	BARÈME C) année 2: \$ Total de tous les montants en de A6 + K6 = L6 montant total de la soumission pour l'année 3				\$ _____ TPS / TVH en sus (Entrez dans la colonne 3 de 4,2)

4.2 PRIX TOTAL ÉVALUÉ (durée initiale d'un an + année 2 + année 3):

Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4
Sous-total de L6 BARÈME A Première année 1	Sous-total de L6 BARÈME B année 2	Sous-total de L6 BARÈME C année 3	Prix total évalué (col.1 + col.2 + col. 3 = col.4)
<u> </u> \$ TPS/TVH en sus	<u> </u> \$ TPS/TVH en sus	<u> </u> \$ TPS/TVH en sus	<u> </u> \$ TPS/TVH en sus

Ces articles seront utilisés uniquement à des fins d'évaluation des coûts et ne constituent pas une garantie ou un engagement au nom du Canada de la quantité ou du montant qui sera utilisé dans le cadre de l'offre à commandes.

Un taux doit être précisé pour chaque élément.

L'offrant convient que le ou les prix unitaires proposés régissent le calcul du prix total évalué. L'offrant comprend que les erreurs dans la multiplication du prix unitaire, dans l'addition du prix estimatif total et du montant total évalué seront corrigées afin d'arriver au prix total évalué.

On retiendra le prix évalué total de la colonne 4.

On prévoit attribuer une seule offre à commandes pour l'offre recevable ayant le prix évalué le plus bas.

SIGNATURE:

Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du soumissionnaire
(écrire en caractères d'imprimerie)

Signature

Date

Nom de l'entreprise: _____

Adresse: _____

Tél: _____

Fax: _____

DPW/MTP 2893 (94-06-08)

ANNEXE F**Exigence de sécurité - l'article et la liste de vérification des exigences (LVERS) attaché**

1. L'entrepreneur ou L'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou L'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou L'offrant devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
4. L'entrepreneur ou L'offrant doit respecter les dispositions:
 - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe "F";
 - b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).



Défense nationale



BASE DES FORCES CANADIENNES SUFFIELD
GÉNIE DE LA BASE
DEVIS
POUR
RÉPARATIONS AU RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE GAZ
BFC SUFFIELD

BFC Suffield, travail n° L-S381-9308/84

Offre à commandes : 86

Daté le : 27 octobre 2011

D.R. Weatherbee
Inspecteur de contrats

S.L. Hatfield, MWO
Officier des ouvrages par
interim

R. Richard
Chef du service des
incendies de la Base

TABLE DES MATIÈRES

Pages

Division 1 – EXIGENCES GÉNÉRALES

Section 01 11 00 – Sommaire des travaux	6
Section 01 35 35 – Consignes de sécurité-incendie – MDN.....	5
Section 01 35 43 – Protection de l'environnement	5
Section 01 35 45 – Exigences en matière de sécurité.....	4
Section 01 51 00 – Services publics temporaires	1

Division 15 – MÉCANIQUE

Section 15 05 10 – Installation de tuyaux	2
---	---

PARTIE 1 Généralités

1.1 RÉFÉRENCES

- .1 Code national du bâtiment du Canada (CNB), y compris tous les modificatifs jusqu'à la date limite de présentation des soumissions.

1.2 DESCRIPTION DES TRAVAUX

- .1 Fournir et installer, au besoin, de nouvelles canalisations de gaz et de nouveaux matériaux en acier/plastique pour des installations au-dessus du sol et souterrains dans divers bâtiments et à divers endroits à la BFC Suffield.

1.3 CODES

- .1 Les travaux doivent être exécutés conformément au Code national du bâtiment du Canada (CNB), et aux exigences du Gestionnaire des opérations, des services techniques et de la division de la santé et de la sécurité au travail (WCB). En cas d'incompatibilité entre les dispositions de ces codes, les exigences les plus rigoureuses prévaudront, y compris :
 - .1 les normes et les recommandations ASHRAE;
 - .2 les normes CSA et ULC;
 - .3 les manuels de la SMACNA;
 - .4 le Code canadien de la plomberie;
 - .5 tous les codes et les règlements municipaux et locaux applicables;
 - .6 le Code national du bâtiment;
 - .7 le Code B149 de la CSA;
 - .8 le *Code canadien du travail*;
 - .9 la norme Z662-1, Réseaux de canalisations de pétrole et de gaz.

1.4 VENTILATION DES COÛTS

- .1 Voir ci-dessous les renseignements à indiquer sur le formulaire DSS/MAS 942, Commande subséquente à une offre à commandes, à la demande de l'Officier du génie de la Base.
 - .1 Soumettre les taux horaires de main-d'œuvre pour les cas suivants dans les barèmes:
 - .1 coût de la main-d'œuvre pendant les heures normales de travail, soit du lundi au vendredi 08:00 – 16:00;
 - .2 coût de la main-d'œuvre en dehors des heures normales de travail, du lundi au vendredi; 16 :00 – 08 :00

- .3 coût de la main-d'œuvre; les fins de semaines et les jours fériés;
- .4 prix forfaitaire pour appelez-service, y compris la première heure de travail sur le site de production les déplacements aller à la BFC Suffield, le véhicule, les ouvriers et les auxiliaires; pendant les heures normales de travail
- .5 prix forfaitaire pour appelez-service, y compris la première heure de travail sur le site de production les déplacements aller à la BFC Suffield, le véhicule, les ouvriers et les auxiliaires; dehors des heures normales de travail
- .6 prix forfaitaire pour appelez-service, y compris la première heure de travail sur le site de production les déplacements aller à la BFC Suffield, le véhicule, les ouvriers et les auxiliaires; les fins de semaine et les jours fériés;
- .7 coût de production pour les travaux réalisés exclusivement au chantier :
 - .1 prix, par mètre, pour une foreuse directionnelle et un opérateur; pendant les heures normales de travail, dehors les heures normales de travail et les fins de semaine et les jours fériés.
 - .2 taux horaire pour un opérateur et une pelle rétrocaveuse pour excavation; pendant les heures normales de travail, dehors les heures normales de travail et les fins de semaine et les jours fériés.
 - .3 prix, par mètre, pour un opérateur et une trancheuse; pendant les heures normales de travail, dehors les heures normales de travail et les fins de semaine et les jours fériés.
 - .4 taux horaire pour un hydrovac et de son équipage (deux hommes); pendant les heures normales de travail, dehors les heures normales de travail et les fins de semaine et les jours fériés.
 - .5 taux horaire pour un camion à benne basculante et un opérateur prix par heure pendant les heures normales de travail, dehors les heures normales de travail et les fins de semaine et les jours fériés.
- .8 Voyages / Mobilisation et démobilisation des coûts:
 - .1 aller-retour coûte pour pelleteuse et de l'opérateur vers et à partir BFC Suffield.
 - .2 Les coûts aller-retour pour Trancheuse et de l'opérateur vers et à partir BFC Suffield.

.3 Les coûts aller-retour pour hydrovac et de son équipage (2 hommes) et de la BFC Suffield.

.4 aller-retour coûte pour un camion à benne basculante et opérateur de et vers la BFC Suffield.

.5 aller-retour coûte pour forage directionnel et l'opérateur de destination et en provenance BFC Suffield.

.9 les frais de location du matériel indiqué sur la facture, auquel on ajoutera la majoration;

.10 la facture du sous-traitant, plus la majoration. Les articles 9 et 10 nécessitent l'approbation préalable du Responsable du projet.

.2 Estimations : lorsqu'une estimation des coûts a été soumise au Responsable du projet et acceptée par ce dernier, les travaux doivent être achevés, exécutés et rendus à un coût qui est au plus 110 % de cette estimation.

.2 Tous les matériaux, à l'exception de ceux gratuits, doivent être facturés au coût actuel de l'Entrepreneur, plus le pourcentage de majoration aux fins de l'appel d'offres. L'Entrepreneur doit soumettre une facture du fournisseur pour tout article ou matériel de plus de 100 \$. L'Entrepreneur doit également soumettre, avec la facture, une liste détaillée des coûts pour tous les matériaux utilisés pour les travaux, y compris la majoration pour ces matériaux, le cas échéant.

.3 Les heures facturées et le prix contractuel des matériaux, le cas échéant, peut faire l'objet d'une vérification gouvernementale avant ou après que le paiement soit effectué, en vertu de l'offre à commandes.

.4 L'Entrepreneur doit soumettre des fiches d'emploi quotidien du temps lorsqu'il travaille à la BFC Suffield. Ces fiches doivent être remises à l'Inspecteur de contrat à la fin de chaque journée de travail.

1.5 UTILISATION DU CHANTIER PAR L'ENTREPRENEUR

.1 Utilisation du chantier : exclusive et entière en vue de l'exécution des travaux.

1.6 EMPLACEMENT DU MATÉRIEL ET DES APPAREILS

.1 L'emplacement indiqué ou précisé du matériel, des appareils et des prises de courant doit être considéré comme approximatif.

.2 Repérer le matériel et les systèmes de distribution de manière à causer le moins d'obstruction possible et à optimiser la superficie utilisable, et ce, conformément aux recommandations relatives à la sécurité, à l'accès et à l'entretien du fabricant.

- .3 Informer le Responsable du projet de l'emplacement choisi et de l'imminence de l'installation et obtenir son approbation.

1.7 TRAVAUX DE TRANSFORMATION ET DE RÉPARATION OU AJOUTS À UN BÂTIMENT EXISTANT

- .1 L'exécution des travaux doit nuire le moins possible aux occupants, au public et à l'utilisation normale des lieux ou entraîner le moins de difficultés possible pour ceux-ci. L'Entrepreneur doit prendre les dispositions nécessaires avec le Responsable du projet pour faciliter l'exécution des travaux.
- .2 Dans les cas où la sécurité a été réduite en raison des travaux visés par le présent contrat, fournir des moyens temporaires d'assurer la sécurité.
- .3 Installer des pare-poussière, des barrières et des panneaux d'avertissement temporaires aux endroits où les travaux de transformation sont effectués près de lieux utilisés par le public ou les fonctionnaires.

1.8 DESSINS SUPPLÉMENTAIRES

- .1 Le Responsable du projet peut fournir des dessins, aux fins d'éclaircissements. Ces dessins supplémentaires ont la même signification et la même portée que les dessins faisant partie des documents contractuels.
- .2 Dessins d'après exécution.

1.9 ENVIRONNEMENT SANS FUMÉE

- .1 Les restrictions concernant les fumeurs doivent être respectées.

1.10 INTENTION

- .1 L'intention du présent devis et des dessins connexes est de réaliser des travaux de réparation complets à des conduites de gaz, conformément aux exigences du MDN décrites dans le présent document, et conformément aux codes et aux règlements applicables.
- .2 Les travaux à réaliser doivent comprendre la fourniture de toute la main d'œuvre, tous les matériaux et les outils ainsi que tout le matériel et l'application de connaissances pertinentes de toutes les techniques ayant trait aux systèmes de distribution et de conduites de gaz naturel. Les travaux comprennent également l'installation, la mise à l'essai et l'exploitation pendant tous les travaux, à la demande du Responsable du projet, sauf lorsque le contrat indique précisément que ces matériaux et/ou cette main-d'œuvre ne font pas partie des travaux demandés. Les installateurs doivent être qualifiés pour réaliser l'installation de tuyaux enfouis en polyéthylène.

1.11 DESSINS CONTRACTUELS

- .1 Dessins
 - .1 Les dessins contractuels sont généralement schématiques et servent à indiquer la portée et la disposition générale du matériel. Il faut prendre soin de s'assurer que

l'installation est conforme aux dessins contractuels, lorsqu'ils sont fournis, et qu'elle respecte les exigences du MDN.

.2 Vérifier les dimensions sur place.

1.12 COMMENCEMENT DES TRAVAUX

- .1 Les travaux doivent commencer lorsque l'Entrepreneur a signé et approuvé le formulaire DSS/MAS 942 qui l'autorise à effectuer les travaux.
- .2 Les travaux effectués à la demande de personnes autres que le Responsable du projet et les travaux non autorisés par le formulaire DSS/MAS 942 doivent être effectués aux frais de l'Entrepreneur.

1.13 COOPÉRATION

- .1 L'Entrepreneur doit prendre pleinement connaissance du bâtiment dans lequel les travaux sont requis et doit coopérer avec les tiers qui effectuent des travaux dans le bâtiment ou secteur des travaux afin qu'il n'y ait pas d'interférence entre les travaux et les siens.

1.14 NETTOYAGE DE L'INSTALLATION

- .1 Nettoyer à fond le matériel afin d'éliminer la saleté, les déblais et les autres corps étrangers. Déconnecter, nettoyer et reconnecter au besoin afin de situer et débloquent les obstructions.
- .2 L'Entrepreneur doit assumer l'entière responsabilité de la protection et de l'entretien de l'ouvrage jusqu'à ce que les travaux soient terminés et approuvés par le MDN. Il doit aussi être responsable du triage des matériaux sur place et hors site, et il doit éliminer tous les déchets engendrés par ses travaux.

PARTIE 2 Produits

2.1 GÉNÉRALITÉS

- .1 Le matériel doit être conforme aux normes applicables.
- .2 Utiliser que des matériaux et du matériel neufs.
- .3 Le matériel fourni doit provenir d'un fabricant bien établi avec des représentants de service locaux.

2.2 MATÉRIEL ET MATÉRIAUX

- .1 À moins d'avis contraire, tous les matériaux utilisés doivent être neufs. Tout le matériel installé doit être conforme aux directives écrites d'installation du fabricant.

3.1 INSTALLATION

.1 Généralités

- .1** L'installation doit toujours être effectuée conformément aux codes et normes applicables.
- .2** L'installation doit être effectuée conformément aux instructions du fabricant et à l'entière satisfaction du Responsable du projet.

3.2 QUALITÉ D'EXÉCUTION

- .1** Tous les travaux doivent être effectués selon les règles de l'art et doivent présenter un aspect propre et fini lorsqu'ils sont terminés. L'Entrepreneur doit s'assurer qu'un compagnon et un assistant compétents soient sur place pendant les travaux.

3.3 NETTOYAGE FINAL

- .1** Garder le secteur de travaux exempts de déchets et de débris quotidiennement.
- .2** Éliminer les déchets et les débris vers une décharge désignée.

FIN DE LA SECTION

PARTIE 1 Généralités

1.1 PLAN DE SÉCURITÉ-INCENDIE

- .1 Les entrepreneurs et leur personnel doivent être familiers avec la présente section et ses exigences.

1.2 EXPOSÉ DU SERVICE DES INCENDIES

- .1 Le Responsable du projet prendra les dispositions nécessaires pour que le Chef du service des incendies puisse transmettre les consignes de sécurité-incendie à l'Entrepreneur lors de la réunion précédant le début des travaux.

1.3 MARCHES À SUIVRE POUR SIGNALER UN INCENDIE

- .1 Avant d'entreprendre les travaux, il importe de vérifier l'emplacement de l'avertisseur d'incendie/du téléphone d'urgence le plus près, et de mémoriser le numéro de téléphone à composer en cas d'urgence.

Base : 911

Ralston (à l'extérieur de la Base) : 911

- .2 Tout incendie doit être signalé sur-le-champ au service des incendies de la façon suivante :
 - .1 au moyen de l'avertisseur d'incendie le plus près;
 - .2 par téléphone.
- .3 La personne qui actionne un avertisseur d'incendie doit demeurer à proximité de l'avertisseur afin de pouvoir diriger les pompiers vers le lieu de l'incendie dès leur arrivée.
- .4 La personne qui téléphone aux pompiers doit leur indiquer le nom ou le numéro du bâtiment ainsi que l'endroit où l'incendie s'est déclaré; elle doit être en mesure de confirmer les renseignements donnés.

1.4 SYSTÈMES D'ALARME ET DE PROTECTION INCENDIE, INTÉRIEURS ET EXTÉRIEURS

- .1 Les systèmes d'alarme et de protection incendie ne doivent en aucun cas :
 - .1 être obstrués;
 - .2 être fermés ou arrêtés;
 - .3 être laissés hors service à la fin d'une période ou d'une journée de travail sans que le Chef du service des incendies ait été avisé et qu'il ait donné son autorisation.

- .2 À moins que le Chef du service des incendies l'autorise, les bornes d'incendie, les prises d'eau et les systèmes de canalisations et de robinets armés d'incendie ne doivent pas être utilisés à d'autres fins que la lutte contre les incendies.

1.5 EXTINCTEURS

- .1 Fournir les extincteurs nécessaires à la protection, en cas d'urgence, des travaux en cours et des installations de l'Entrepreneur sur le chantier; les extincteurs fournis doivent avoir les caractéristiques exigées par le Chef du service des incendies.

1.6 OBSTRUCTION DES ROUTES

- .1 Informer à l'avance le Chef du service des incendies de l'exécution de tout travail susceptible de gêner le déplacement des véhicules de lutte contre les incendies, de toute dérogation au dégagement minimal qu'il aura prescrit, de la mise en place de barricades et de l'exécution de travaux d'excavation.

1.7 CONSIGNES D'INCENDIES

- .1 Il incombe aux entrepreneurs privés de retenir les services de repérage des incendies sur les lieux, selon les modalités établies avec le Chef du service des incendies de la Base avant le commencement des travaux.
- .2 Le Chef du service des incendies de la Base doit être avisé de toute situation nécessitant l'utilisation d'appareils susceptibles de produire des étincelles ou des flammes, y compris le matériel thermique à l'intérieur ou autour des bâtiments.
- .3 Les permis appropriés doivent être obtenus avant le commencement des travaux.

1.8 CONSIGNE-FUMEURS

- .1 Il est interdit de fumer dans les endroits dangereux. Il faut également faire très attention lorsqu'on fume dans des secteurs non réglementés.
- .2 Il est interdit de fumer dans les immeubles du MDN.

1.9 DÉCHETS ET MATÉRIAUX DE REBUT

- .1 Accumuler le moins possible de déchets et de matériaux de rebut.
- .2 Il est interdit de brûler des matériaux de rebut sur le chantier.
- .3 Enlèvement des déchets et des matériaux de rebut
 - .1 Débarrasser le chantier de tous les matériaux de rebut à la fin de chaque journée ou de chaque période de travail, ou selon les directives.
- .4 Entreposage
 - .1 Entreposer les déchets imprégnés d'huile dans des contenants approuvés afin que soient assurées une propreté et une sécurité maximales.

- .2 Déposer, dans des contenants approuvés, les chiffons et les matériaux imprégnés d'huile ou de graisse pouvant s'enflammer de façon spontanée, puis les évacuer du chantier conformément aux prescriptions de l'alinéa 1.10.3.1.

1.10 LIQUIDES INFLAMMABLES ET COMBUSTIBLES

- .1 Utiliser, manutentionner et entreposer les liquides inflammables et combustibles conformément aux exigences de l'édition en vigueur du Code national de prévention des incendies du Canada.
- .2 On pourra garder sur le chantier, pour usage courant, jusqu'à 45 litres d'essence, de naphte, de kérosène ou autres liquides inflammables ou combustibles, pourvu que ceux-ci soient conservés dans des récipients approuvés portant le label d'homologation des Laboratories des assureurs du Canada ou de la Factory Mutual. L'entreposage de plus de 45 litres de liquides inflammables ou combustibles en vue de l'exécution de certains travaux devra être approuvé par le Chef du service des incendies. Il est interdit d'entreposer des liquides inflammables ou combustibles à l'intérieur du bâtiment.
- .3 Il est interdit de transvaser des liquides inflammables ou combustibles à l'intérieur des bâtiments ou sur les plates-formes de chargement.
- .4 Il est interdit de transvaser des liquides inflammables ou combustibles à proximité de flammes nues ou de tout dispositif générateur de chaleur.
- .5 Il est interdit d'utiliser comme diluants ou comme produit de nettoyage des liquides inflammables dont le point d'éclair est inférieur à 38 degrés Celsius (naphte ou essence, par exemple).
- .6 Conserver sur le chantier le moins possible de liquides usés inflammables ou combustibles; le cas échéant, les entreposer dans des contenants approuvés rangés dans un endroit sûr et bien ventilé. Transmettre toute demande d'évacuation de ces produits au service des incendies.

1.11 PERMIS VISANT LES MATIÈRES DANGEREUSES, LE TRAVAIL À CHAUD ET LES SOURCES DE CHALEUR TEMPORAIRES

- .1 Exécuter tous les travaux nécessitant l'emploi de matières toxiques ou dangereuses, de produits chimiques ou d'explosifs, ou encore présentant des risques quelconques pour la vie, la sécurité ou la santé conformément aux exigences du Code national de prévention des incendies du Canada.
- .2 Obtenir du Chef du service des incendies un permis de travail à chaud, dans tous les cas où il faut effectuer, dans les bâtiments ou les installations, des travaux comprenant des composants susceptibles de produire des étincelles, des opérations de soudage ou de brûlage ou encore l'utilisation de chalumeaux ou d'appareils générateurs de chaleur. Les permis de travail à chaud peuvent être délivrés entre 8 h et 9 h chaque jour.
- .3 Chauffage temporaire : les appareils de chauffage temporaires doivent être formellement approuvés par un organisme d'essai reconnu (c.-à-d. l'ACD, la CSA et les ULC). Seulement les appareils de chauffage à flamme indirecte seront utilisés. Dans des cas exceptionnels, les appareils de chauffage de type torpille seront permis et devront être sous supervision en tout temps. Les permis doivent être demandés 24 heures à l'avance;

les permis peuvent être obtenus auprès du Chef du service des incendies de la Base tous les jours entre 8 h et 9 h. En dehors des heures normales de travail, les demandes au personnel de la prévention des incendies visant l'inspection et l'émission de permis devront être aux frais de l'Entrepreneur.

- .4 Les appareils de chauffage doivent avoir une plaque originale et lisible énonçant clairement qu'il faut les garder à l'écart de matériaux combustibles. Ces consignes doivent être respectées en tout temps.
- .5 Les appareils de chauffage doivent être installés par un monteur d'installation au gaz afin de respecter les exigences prescrites dans le Code d'installation du propane ou le Code national d'installation du gaz, selon le cas.
- .6 Toutes les bouteilles à gaz de pétrole liquéfié doivent être protégées contre le renversement à l'aide d'une chaîne ou d'un câble incombustible. Les bouteilles doivent être protégées contre les dommages.
- .7 Un permis n'est plus valide si une source de chaleur est déménagée de son emplacement original inscrit sur le permis. Un nouveau permis devrait être obtenu pour le nouvel emplacement.
- .8 Lorsque les travaux nécessitant l'utilisation d'une source de chaleur sont exécutés dans des endroits où il y a risque d'incendie ou d'explosion, assurer la présence d'agents de sécurité-incendie équipés du matériel d'extinction approprié. Le Chef du service des incendies déterminera les zones où il y a risque d'incendie ou d'explosion ainsi que les mesures de sécurité à prendre dans chaque cas. Il incombe à l'Entrepreneur de retenir les services d'agents de sécurité-incendie sur le site, selon les modalités établies avec le Chef du service des incendies lors de la réunion d'avant-projet.
- .9 Assurer une ventilation adéquate et éliminer toutes les sources d'inflammation dans les zones où des liquides inflammables, comme des vernis et des produits à base d'uréthane, sont utilisés. Informer le Chef du service des incendies avant et après l'exécution de travaux nécessitant l'emploi de tels produits.

1.12 RENSEIGNEMENTS ET/OU ÉCLAIRCISSEMENTS

- .1 Transmettre toute demande d'éclaircissement ou de renseignements additionnels concernant les consignes de sécurité-incendie au Chef du service des incendies.

1.13 INSPECTIONS EFFECTUÉES PAR LE CHEF DU SERVICE DES INCENDIES

- .1 Les inspections du chantier par le Chef du service des incendies seront coordonnées par le Responsable du projet.
- .2 Permettre au Chef du service des incendies le libre accès au chantier.
- .3 Collaborer avec le Chef du service des incendies au cours des inspections périodiques du chantier.
- .4 Corriger immédiatement toute situation jugée dangereuse par le Chef du service des incendies.

Défense nationale
27 octobre 2011
Travail n° L-S381-9308/84
BFC Suffield

Section 01 35 35
CONSIGNES DE SÉCURITÉ-INCENDIE - MDN
Page 5 de 5

PARTIE 2 Produits

2.1 SANS OBJET

.1 Sans objet.

PARTIE 3 Exécution

3.1 SANS OBJET

.1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION

PART 1 Généralités

1.1 RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

- .1 Tous les travaux dans le cadre du présent contrat doivent être effectués dans le respect de l'environnement. Porter une attention particulière aux aires écologiquement sensibles situées sur la Base.

1.2 CHANTIER

- .1 Définir et délimiter les limites du chantier avant le début des travaux, sous la supervision du Responsable du projet.
- .2 Tous les travaux ne devront être effectués que dans les aires de travail, les chemins d'accès et les chantiers connexes désignés.

1.3 GESTION DU CARBURANT

- .1 S'assurer que toutes les aires d'entreposage et de transvasement de carburant sont désignées, exploitées et entretenues conformément aux exigences des lois, des lignes directrices et des codes fédéraux, provinciaux et municipaux actuels, y compris le Code de recommandations techniques pour la protection de l'environnement applicable aux systèmes de stockage hors-sol et souterrains de produits pétroliers et de produits apparentés 2003, publié par le Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME), et la plus récente version du Code national de prévention des incendies (CNPI) du Conseil de recherches du Canada (CNRC).
- .2 S'assurer que les exigences du Règlement sur les systèmes de stockage de produits pétroliers et de produits apparentés 2008 sont respectées.
- .3 Les zones de stockage et de manutention de carburant doivent être complètement confinées afin de prévenir les déversements ou les fuites de couler à l'extérieur des zones désignées conformément aux exigences du Code national de prévention des incendies du Canada.
- .4 Des matériaux de nettoyage doivent être immédiatement disponibles en cas de déversement ou de fuites.

1.4 FEUX

- .1 Les feux et le brûlage des déchets sur le chantier sont interdits.
- .2 Exigences supplémentaires conformément à la section 01 35 35 – Consignes de sécurité-incendie - MDN.

1.5 GESTIONS DE DÉCHETS

- .1 Il est interdit d'enfouir des déchets et des matériaux de rebut sur le chantier.

- .2 S'assurer que tous les déchets, le matériel et les débris sont adéquatement confinés sur place.
- .3 Envoyer les déchets ou les matières volatiles, comme les essences minérales, les huiles ou les diluants de peinture, vers une décharge.
- .4 S'assurer qu'il y a assez de contenants à rebuts et de contenants à déchets recyclables sur place et qu'ils sont adéquatement entretenus et vidés afin d'éviter le débordement.
- .5 Réduire au minimum les déchets envoyés aux décharges en séparant les matériaux recyclables des déchets et en les déposant dans les bacs de recyclage adéquats. S'assurer que le triage est effectué dans des bacs de recyclage et des poubelles.
- .6 Exigences supplémentaires conformément à la section 01 74 19 – Gestion et élimination des déchets.

1.6 DRAINAGE

- .1 Prévoir le drainage et le pompage temporaires nécessaires pour garder les excavations et le chantier à sec.
- .2 Il est interdit de pomper de l'eau renfermant des matières en suspension dans les cours d'eau, les égouts ou les systèmes d'évacuation des eaux.
- .3 Assurer l'évacuation ou l'élimination des eaux contenant des matières en suspension ou des substances nocives conformément aux exigences des autorités locales.

1.7 MANIPULATION DU SOL

- .1 Enlever la terre végétale avant le début des travaux de construction, afin d'empêcher qu'elle soit compactée, selon les indications.
- .2 Ne manutentionner la terre végétale que lorsqu'elle est sèche et réchauffée.
- .3 Mettre la terre végétale en dépôt en constituant des tas aux endroits déterminés par le Responsable du projet. La hauteur des tas ne doit pas dépasser 2,5 à 3 m.
- .4 Remplacer la terre végétale et réensemencer la couche finale de toutes les aires.
- .5 Éviter de manipuler la terre en présence de vent fort ou de conditions météorologiques défavorables conformément aux directives du Responsable du projet.

1.8 DÉFRICHEMENT DU CHANTIER ET PROTECTION DES PLANTES.

- .1 Utiliser des techniques de perturbation de surface minimales lorsque des travaux sont effectués dans la prairie.
- .2 Lorsque le défrichement de végétation ou de broussailles est requis, il faut utiliser des moyens non chimiques, sauf autorisation contraire du Responsable du projet.
- .3 Protéger les arbres et les végétaux sur le site et sur les terrains adjacents.

- .4 Envelopper de toile de jute les arbres et les arbustes adjacents au chantier de construction, aux aires d'entreposage et aux voies de camionnage. Entourer les arbres et les arbustes d'une cage protectrice en bois d'une hauteur de 2 m.
- .5 Durant les travaux d'excavation et de terrassement, protéger jusqu'à la ligne d'égouttement les racines des arbres désignés, afin qu'elles ne soient pas déplacées ni endommagées. Éviter de circuler et de décharger ou d'entreposer des matériaux inutilement au-dessus de la zone radiculaire des arbres protégés.
- .6 Réduire au minimum l'enlèvement de la terre végétale de la végétation.
- .7 N'enlever des arbres que dans la zone désignée par le Responsable du projet.
- .8 Récupérer et entreposer la végétation dans les sites approuvés advenant un remplacement futur requis, conformément aux directives du Responsable du projet.

1.9 TRAVAUX EXÉCUTÉS À PROXIMITÉ DES COURS D'EAU

- .1 Les engins de construction doivent être utilisés depuis le rivage seulement.
- .2 Ne pas extraire de matériaux d'emprunt du lit des cours d'eau.
- .3 Les cours d'eau doivent être exempts de déblais, de matériaux de rebut ou de débris.
- .4 Concevoir et construire les ponceaux ou les autres ouvrages temporaires de franchissement des cours d'eau de manière à réduire l'érosion au minimum.
- .5 Ne pas faire glisser de billots ou de matériaux de construction d'un bord à l'autre des cours d'eau.
- .6 Éviter les frayères indiquées lors de la construction de ponceaux ou d'autres ouvrages temporaires de franchissement des cours d'eau.
- .7 Le dynamitage doit être effectué hors de l'eau et à une distance d'au moins 100 m des frayères indiquées.
- .8 Encloisonner l'aire de travail adjacente au cours d'eau, à l'aide d'un filtre à limon approuvé, afin d'éviter que des sédiments en suspension pénètrent dans le cours d'eau.
- .9 Dans les cas où les filtres à limon ne sont pas suffisants, installer des dispositifs de lutte contre l'érosion additionnels afin d'éviter que des sédiments pénètrent dans les cours d'eau.

1.10 PRÉVENTION DE LA POLLUTION

- .1 Entretien des installations temporaires destinées à prévenir l'érosion et la pollution, et mises en place en vertu du présent contrat.
- .2 Assurer le contrôle des émissions produites par le matériel et l'outillage, conformément aux exigences des autorités locales.

- .3 Prévoir des abris temporaires afin d'empêcher les matériaux de sablage et les autres matières étrangères de contaminer l'air et les voies d'eau au-delà de la zone d'application.
- .4 Arroser les matériaux secs et recouvrir les déchets afin d'éviter que le vent soulève la poussière ou entraîne les débris. Supprimer la poussière sur les chemins temporaires.

1.11 MATÉRIEL

- .1 Le matériel qui sera utilisé dans le cadre de l'exécution des travaux doit être entretenu de manière à ne pas nuire à l'environnement et à respecter la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* (LCPE). Le matériel qui contrevient aux règlements doit être enlevé du site jusqu'à ce qu'il respecte les exigences susmentionnées.
- .2 Les véhicules et le matériel utilisés sur la prairie doivent être propres et exempts de plantes nuisibles et de spores avant d'arriver sur le site.
- .3 Le matériel de construction doit être bien entretenu, exempt de fuites et de défaillances mécaniques.
- .4 Lorsque les véhicules et le matériel ne sont pas utilisés, ils doivent être entreposés dans des aires désignées approuvées par le Responsable du projet.

1.12 ENTREPOSAGE ET MANUTENTION

- .1 Toutes les substances dangereuses (toutes les substances toxiques ou qui peuvent être inflammables, corrosives, réactives ou toxiques) doivent être entreposées et manutentionnées de manière à ne pas poser de danger à la vie humaine et à ne pas polluer l'environnement.
- .2 Toutes les substances dangereuses entreposées à l'extérieur devront être confinées à l'intérieur d'un dispositif de confinement secondaire pouvant contenir jusqu'à 1,5 fois la quantité contenue dans le récipient le plus important ou sur ce dispositif. Les sites d'entreposage doivent être regroupés afin de réduire le nombre de sites dangereux.
- .3 Lorsque des substances dangereuses sont entreposées à l'intérieur d'un bâtiment en quantités qui ne peuvent pas être confinées de manière sécuritaire, en raison de la structure du bâtiment, en cas de fuite, le Responsable du projet peut demander que les substances soient entreposées dans des dispositifs de confinement secondaires ou sur ces derniers.

1.13 RESTORATION

- .1 Les aires végétalisées perturbées doivent être récupérées pour rétablir la couverture végétale.
- .2 Toutes les aires déstabilisées doivent être restabilisées et restaurées à leur état original.
- .3 Revégétaliser en n'utilisant que des semences ou des plantes indigènes approuvées par le Responsable du projet pour la restauration du site, sauf approbation contraire du Responsable du projet. Aucune dérogation à l'exigence de semences indigènes ne sera accordée pour la restauration des prairies.

- .4 Les aires qui devront être restaurées doivent être entretenues et surveillées afin de garantir une restauration réussie, comme déterminé en consultation avec le Responsable du projet avant le début des travaux. Il faudra réensemencer ou replanter dans les aires où la revégétation n'aura pas fonctionné, et ce, sans frais supplémentaires à l'État.

1.14 NETTOYAGE

- .1 Les fuites ou les déversements de substances dangereuses à l'intérieur ou à l'extérieur, peu importe leur quantité, doivent être arrêtés et nettoyés immédiatement et on doit empêcher qu'ils touchent les réseaux d'égouts sanitaires ou pluviaux ou qu'ils contaminent le sol ou l'eau.
- .2 Toutes les substances déversées et les matériaux contaminés par le déversement devront être déposés dans un récipient étanche ou dans un emballage double afin d'être éliminés des terrains du MDN. L'élimination doit être effectuée de manière acceptable selon l'autorité locale ayant la juridiction sur l'élimination de substances du genre.

1.15 SIGNALEMENT

- .1 Tous les rejets de substances dangereuses dans l'environnement (par exemple dans le sol, l'eau, les canalisations, les réseaux d'égouts, les fossés, les routes, les aires de stationnement, etc.) doivent être signalés au Responsable du projet dans les plus brefs délais.

1.16 INSPECTIONS

- .1 En vertu des exigences environnementales locales, provinciales et fédérales, le chantier peut faire l'objet d'une inspection de temps à autre.
- .2 Tout déversement signalé, en vertu du paragraphe 1.15.1 de la présente section, est sujet à une inspection par l'Agent de l'environnement de la Base et par le Responsable du projet afin de confirmer que le nettoyage et l'élimination ont été effectués de manière satisfaisante.

PART 2 Produits

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

PART 3 Exécution

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION

PARTIE 1 Généralités

1.1 MESURES DE SÉCURITÉ EN CONSTRUCTION

- .1 L'Entrepreneur et ses employés doivent bien connaître et respecter la présente section et ses exigences.
- .2 Respecter les mesures de sécurité prescrites par les éditions les plus récentes du Code national du bâtiment (CNB) et du Code national de prévention des incendies (CNPI), par la Commission des accidents du travail et les autorités municipales, par la partie II du *Code canadien du travail* et par le *Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail*. En cas de divergence entre les exigences des différents documents, les plus rigoureuses prévaudront.

1.2 SÉANCE D'INFORMATION TENUE PAR L'OFFICIER DE SÉCURITÉ DE LA BASE

- .1 Le Responsable du projet coordonnera/tiendra une séance d'information sur les consignes de sécurité de la Base pour les cadres supérieurs des entrepreneurs. Cette séance doit être tenue par l'Officier de sécurité de la Base lors de la réunion préalable au début des travaux et doit précéder le début des travaux.
- .2 Le reste des employés sur le site et des sous-traitants doivent être informés tout au long du projet. Pour les employés exclus du paragraphe 1.2.1, les séances d'information doivent être tenues comme suit :
 - .1 Une (1) séance d'information sur la sécurité est tenue toutes les deux (2) semaines dans le bâtiment 94, soit le Centre de formation de la Base, à 8 h 15, les lundis prédéterminés (excluant les jours fériés). Tous les employés, sans exception, doivent assister à l'une d'elles.
- .3 La séance d'information concernant la sécurité sur la Base est valide pendant un (1) an suivant la date de la séance. Elle est aussi transférable d'un chantier à l'autre.

1.3 PRESCRIPTION DE SÉCURITÉ DE LA ZONE DE MAINTENANCE DE LA FORCE

- .1 L'Entrepreneur qui effectue des travaux dans la zone de maintenance de la force doit avoir assisté à un exposé initial, dans le bâtiment 229, donné par le Commis-Chef au début de chaque contrat avant le commencement des travaux. La zone de maintenance de la force comprend tous les bâtiments à l'est de la route Jenner.

1.4 PEE ET CHAMP DE TIR DE LA BASE

- .1 Lorsque les travaux sont effectués dans le PEE (polygone d'expérimentation et d'essais) et/ou sur le champ de tir de la Base, l'Entrepreneur et ses employés doivent assister à un exposé sur la sécurité afin d'obtenir l'approbation d'accès au site avant le début des travaux. Tous les véhicules doivent être enregistrés avec l'autorité en devoir avant d'entrer dans le PEE et les aires de contrôle des champs de tir. Le Directeur de projet assigné par l'Entrepreneur doit avoir une radio afin de pouvoir communiquer avec le responsable en devoir. Tous les autres véhicules de l'Entrepreneur doivent être munis

d'un dispositif de communication et il relèvera de la responsabilité de l'Entrepreneur de les installer.

1.5 OUTILS ET MATÉRIEL

- .1 Aucun matériel, outil, dispositif ou machine appartenant au MDN, y compris l'équipement de protection individuelle, ne sera fourni à l'Entrepreneur.

1.6 POLITIQUE D'ENTRÉE DANS UN ESPACE CLOS

- .1 Aucun employé ne peut entrer ou être autorisé à entrer dans un espace clos à moins que l'entrée respecte les normes prescrites dans le Règlement fédéral sur la santé et la sécurité au travail et dans la partie II du *Code canadien du travail*. L'Entrepreneur et ses employés doivent connaître et respecter la politique de la Base concernant les espaces clos et les endroits touchés par la politique.

1.7 CONSIGNES DE SÉCURITÉ-INCENDIE

- .1 Se conformer aux exigences prescrites à la section 01 35 35 – Consignes de sécurité-incendie – MDN.

1.8 ÉCHAFAUDAGES

- .1 Concevoir et construire des structures temporaires en conformité avec la norme CSA S269.

1.9 SURCHARGE

- .1 S'assurer qu'aucune partie de l'ouvrage ne supporte une charge susceptible de compromettre sa sécurité ou de causer une déformation permanente.

1.10 SIMDUT

- .1 L'Entrepreneur doit se conformer aux exigences du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT) relatives à l'utilisation, à la manipulation, à l'entreposage et à l'élimination des matières dangereuses, ainsi qu'à l'étiquetage et à la fourniture de fiches signalétiques acceptables par Ressources humaines et Développement des compétences Canada et Santé Canada.
- .2 Tous les employés qui manipulent des matières dangereuses ou qui sont exposés à ces matières, telles que définies par la *Loi sur les produits contrôlés* (SIMDUT), doivent suivre une formation sur le SIMDUT conformément à cette loi.
- .3 L'Entrepreneur ou l'utilisateur doit fournir dans le secteur des travaux les fiches signalétiques (FS) de tous les matériaux visés par le programme du SIMDUT et elles doivent être facilement accessibles à tout le personnel sur le chantier.
- .4 Remettre au Responsable du projet des copies des fiches signalétiques du SIMDUT à la livraison des matériaux.

1.11 DISPOSITIF ANTICHUTE

- .1 Le matériel de protection et les méthodes approuvés doivent être conformes à la partie II du *Code canadien du travail* et aux exigences connexes de la CSA.
- .2 Des ceintures de sécurité et des cordons d'assujettissement doivent être portés lorsqu'il y a un danger de chute, comme prescrit dans la partie II du *Code canadien du travail*.
L'Entrepreneur et ses employés doivent respecter et faire respecter strictement les règlements fédéraux applicables lorsqu'il n'est pas possible de fournir des plates-formes de travail ou des échafaudages adéquats.
- .3 Les aires de travail surélevées requièrent un cordage de sécurité et les ouvriers travaillant à proximité doivent utiliser l'EPI adéquat afin de prévenir les blessures engendrées par des débris qui pourraient tomber.

1.12 ÉQUIPEMENT DE PROTECTION INDIVIDUELLE (EPI)

- .1 L'Entrepreneur et ses employés doivent respecter toutes les normes de sécurité fédérales en ce qui a trait au matériel de protection personnelle.
- .2 Des bottes et un casque de sécurité doivent être portés en tout temps sur le chantier de construction. Ils doivent aussi être portés lors de l'utilisation d'appareils mobiles, ainsi qu'à tous les endroits présentant un danger en surplomb où des individus effectuent des travaux.
- .3 Un appareil de protection facial et/ou oculaire doit être porté lors de la manipulation de tout matériel susceptible de blesser ou d'irriter les yeux, ou lors de l'exécution de travaux présentant un danger de projection d'objets ou que des outils de tonte motorisés sont utilisés.
- .4 Un dispositif de protection auditive doit être porté quand on entre ou on travaille dans une zone à risque de bruit élevé. Cela comprend, sans toutefois s'y limiter, les chantiers, les ateliers, et les lieux où on utilise du matériel ou des véhicules ayant un niveau de bruit de plus de 85 décibels, y compris pour la tonte.
- .5 Un appareil respiratoire doit être porté quand un ouvrier est ou peut être exposé à un air ambiant pauvre en oxygène, ou à une concentration nocive de gaz, de vapeurs, de fumée, d'émanations, de brouillard ou de poussières ou lorsque les fiches signalétiques le recommandent.
- .6 Des vêtements de protection doivent être portés en tout temps dans tous les entrepôts et les environnements industriels, les chantiers et lorsqu'on effectue un type d'aménagement paysager ou d'entretien des gazons. Il est interdit de porter des culottes courtes ou des capris, des camisoles ou des chaussures non sécuritaires, et ce, en tout temps.

PARTIE 2 Produits

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

Défense nationale
27 octobre 2011
Travail n° L-S381-9308/84
BFC Suffield
PARTIE 3 Exécution

Section 01 35 45
EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ
Page 4 de 3

3.1 SANS OBJET

.1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION

PARTIE 1 Généralités

1.1 ALIMENTATION EN EAU ET EN ÉLECTRICITÉ

- .1 Le MDN peut assurer gratuitement l'alimentation temporaire en électricité et en eau aux fins de nettoyage et de rinçage.
- .2 Les services temporaires assurés par le MDN sont sujets aux exigences du MDN et peuvent être interrompus en tout temps par le représentant sur les lieux sans préavis ni acceptation de responsabilité pour les dommages ou retards causés par l'interruption de ces services.

PARTIE 2 Produits

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

PARTIE 3 Exécution

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION

PARTIE 1 Généralités

1.1 RELATION AUX AUTRES DISCIPLINES

- .1 Établir le calendrier des travaux en collaboration avec les autres disciplines et de manière à ne pas nuire aux autres travaux ayant lieu sur le matériel.

1.2 DESCRIPTION DES SERVICES

- .1 Installation de tuyauterie de gaz naturel en polyéthylène/acier. Colonnes en acier et soudées par fusion.

PARTIE 2 Produits

2.1. PRODUITS

- .1 Toute pièce remplacée doit provenir du fabricant original et doit comprendre les mêmes caractéristiques.

2.2 TRAVAUX DE RÉPARATION TEMPORAIRES

- .1 Il est permis d'utiliser des pièces d'un autre fabricant pour effectuer des travaux de réparation, mais celles-ci doivent être remplacées par les pièces originales en question dès que possible. Il est nécessaire d'obtenir l'approbation écrite du Responsable du projet préalablement à l'exécution de ces travaux.

PARTIE 3 Exécution

3.1 ACHÈVEMENT DES TRAVAUX

- .1 S'assurer que les travaux sont réalisés à temps et à l'entière satisfaction du Responsable du projet.

FIN DE LA SECTION



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W0142 12SQ88/001/CAL

Security Classification / Classification de sécurité
Unclass

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine Department of National Defence		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction Base Engineering Branch, Canadian Forces Base Suffield	
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Repair Gas Distribution System. Access required for CFB Suffield and Range, therefore company requires an Enhanced Reliability clearance. Company will not require access inside buildings.			
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis			
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input type="checkbox"/> No Non	<input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès			
Canada <input type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>	
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion			
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>	All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>	
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>			
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	
7. c) Level of information / Niveau d'information			
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>	

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
Unclass

Canada



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W0142 12SO86/001/CAL

Security Classification / Classification de sécurité
Unclass

PART A - INFORMATION SUPPLIER / PARTIE A - RENSEIGNEMENTS FOURNISSEUR

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?
If Yes, indicate the level of sensitivity.
Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité:

☒ No ☐ Yes
Non Oui

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate?
Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel:
Document Number / Numéro du document:

☒ No ☐ Yes
Non Oui

PART B - PERSONNEL SUPPLIER / PARTIE B - PERSONNEL FOURNISSEUR

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

- | | | | |
|---|---|---|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS
COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> SECRET
SECRET | <input type="checkbox"/> TOP SECRET
TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT
TRÈS SECRET - SIGINT | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET
NATO SECRET | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET
COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS
ACCÈS AUX EMBLEMES | | | |

Special comments:

Commentaires spéciaux:

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE: Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unsecured personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail?
If Yes, will unsecured personnel be escorted?
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?

☒ No ☐ Yes
Non Oui
☒ No ☐ Yes
Non Oui

PART C - SAFEGUARDS SUPPLIER / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION FOURNISSEUR

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale?

☒ No ☐ Yes
Non Oui



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W0142 12SO86/001/CAL

Security Classification / Classification de sécurité
Unclass

PART C - Résumé / PARTIE C - Résumé

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET
											A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens Production																
IT Media / Support TI																
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée

« Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).